

# TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 316 - MAI 2020 HEBDO 1

*Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : [www.tendances-lait-viande.fr](http://www.tendances-lait-viande.fr)*

## Sommaire du numéro 316

Viandes bovines

Lait de vache

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

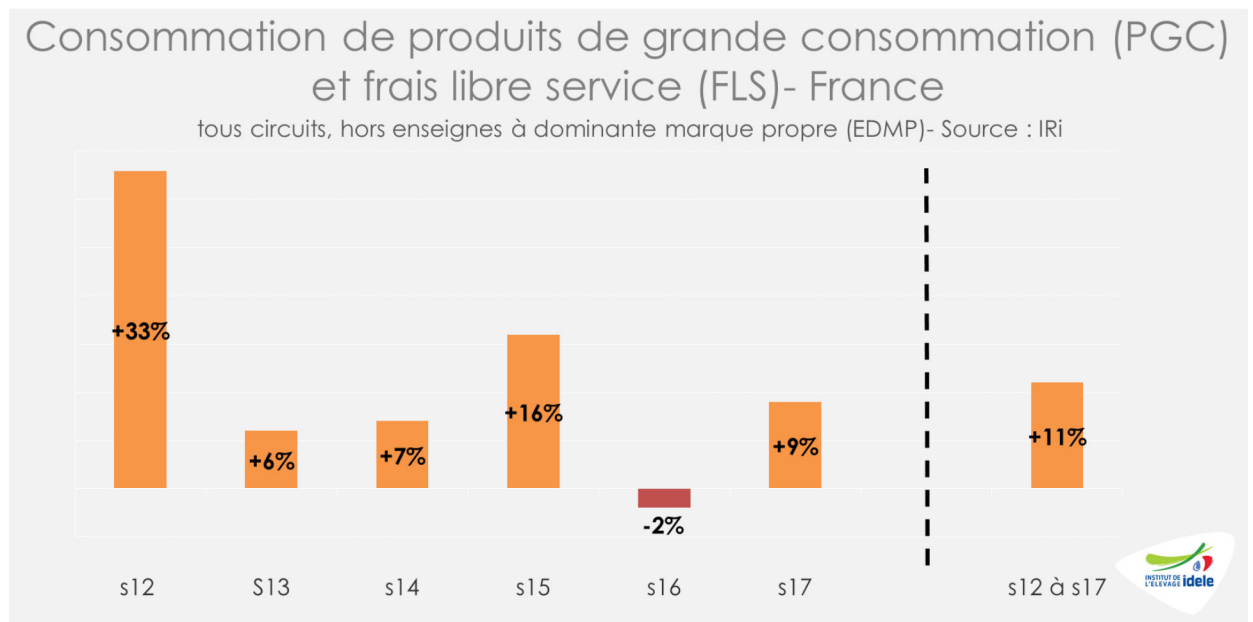
Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

# Covid-19, la situation au 6 mai pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le déconfinement a déjà commencé dans certains États membres mais les restaurants n'ont pas rouvert pour autant. RHD à l'arrêt depuis presque 8 semaines, achats des ménages par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Le haché reste le produit phare, certaines pièces nobles restent difficiles à vendre et ceci dégrade la valorisation des carcasses. Le retard dans les sorties en JB se chiffre à 4 jours d'abattages. La demande italienne en brotards se maintient, mais la demande espagnole patine.

## Une nouvelle routine des achats en GMS depuis le début du confinement

D'après l'IRI, la « continuité » est le qualificatif des achats des Français en grandes surfaces alimentaires depuis la mi-mars. C'est une nouvelle routine d'organisation qui s'est installée depuis plus d'un mois, et qui a seulement été légèrement perturbée par le décalage calendaire de Pâques d'une année sur l'autre.

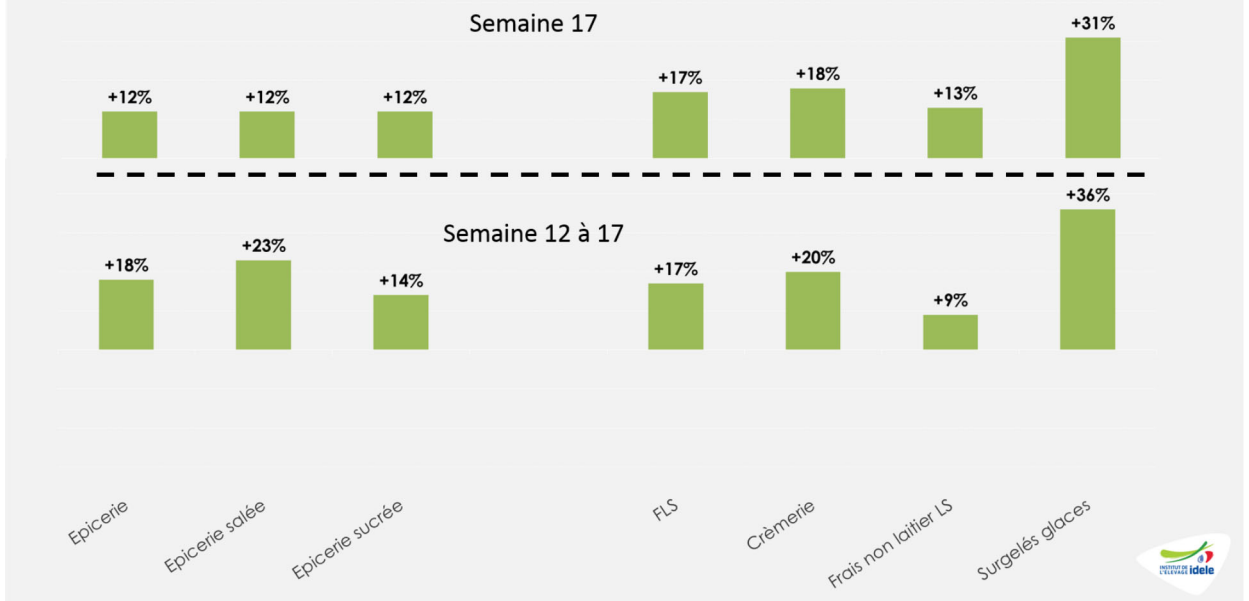


En semaine 17, les achats de produits alimentaires progressent autant pour ceux de grande consommation (PGC) alimentaires (+12% /2019) que pour les produits frais traditionnels (PFT) (+12% /2019).

Les achats de surgelés et glaces (dont les viandes congelées) enregistrent à nouveau la progression la plus importante parmi les PGC (+31% /2019). Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) sont en hausse plus modérée (+13% /2019 en semaine 16 et +9% /2019 en cumul sur les semaines 12 à 17).

## Achats de produits de grande consommation (PGC) en France

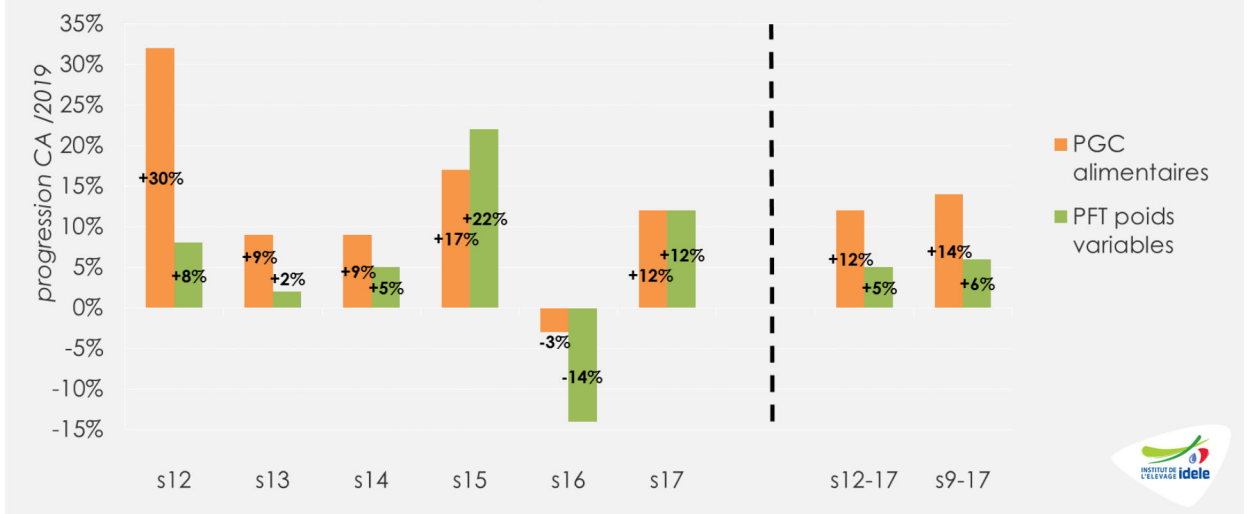
évolution /CA 2019 - Source : IRI



D'après l'IRI, entre les semaines 12 et 17, ces achats de PFT ont progressé de +5% /2019 (contre +12% pour les PGC alimentaires).

## Consommation de PGC alimentaires et PFT - France

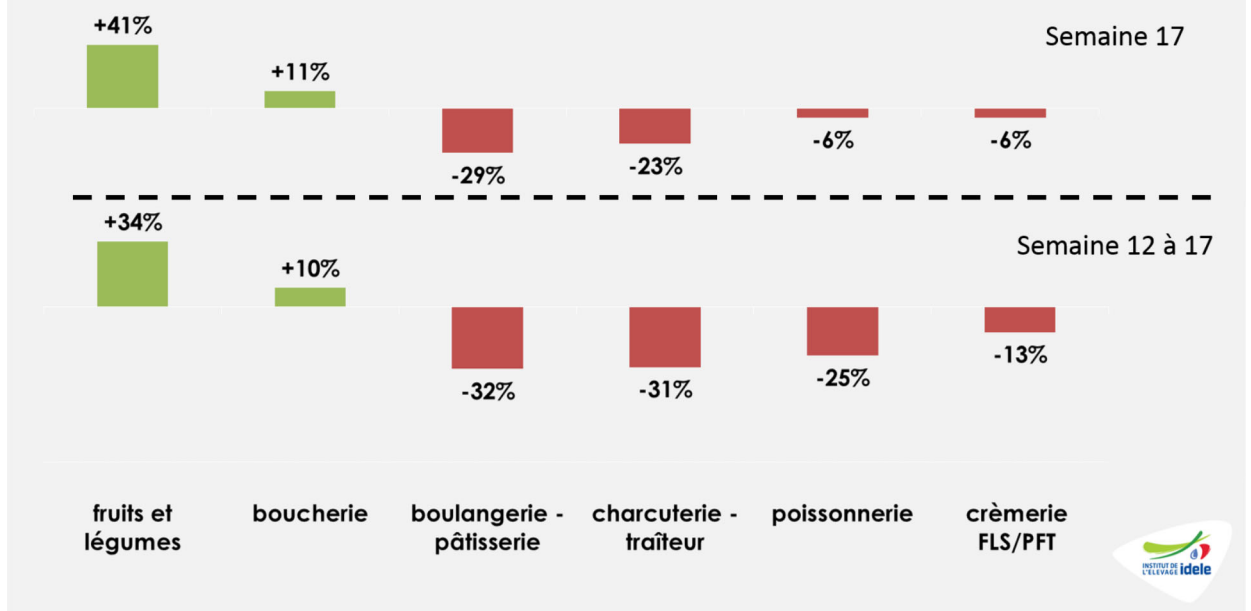
super / hyper / e-commerce / grandes surfaces alimentaires - Source : IRI



Depuis le début du confinement, la progression des ventes de PFT est portée par les rayons fruits et légumes et boucherie. En semaine 17, les achats au sein du rayon boucherie sont en hausse (+11% /2019), comme en cumul sur les semaines 12 à 17 (+10% /2019).

## Consommation de produits frais traditionnels (PFT) - France

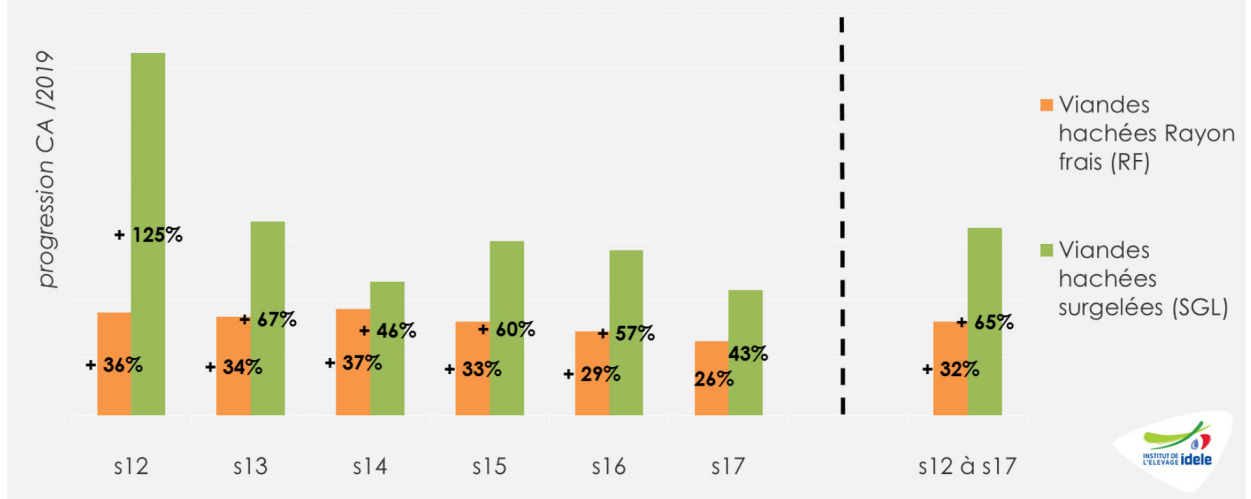
super / hyper / e-commerce / grandes surfaces alimentaires - Source : IRI



Le nouvel équilibre des ventes de hachés se confirme semaine après semaine. Les niveaux d'achats restent en effet très élevés malgré un léger tassement des ventes de haché congelé qui avaient explosé à l'annonce du confinement via la constitution de stocks de sécurité. Au final, les ventes de haché surgelé sur les semaines 12 à 17 ont progressé de +65% /2019 et celles de viande hachée réfrigérée de +32% /2019.

## Consommation de viandes hachées toutes espèces

tous circuits GMS - Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après IRI



Côté prix, l'IRI montre que l'inflation en avril est négative par rapport à mars sur l'ensemble des produits alimentaires (-0,16%) et qu'elle est nulle sur un an (-0,03% /2019). Tous circuits GMS :

- L'inflation à un mois est négative pour les produits frais LS non laitiers à poids fixe (-0,39%) comme pour les surgelés et glaces (-0,10%).
- L'inflation à un an est en revanche positive pour les produits frais LS non laitiers à poids fixe (+2,45%).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi EGALIM, l'IRI suit plusieurs produits dans les catégories alimentaires, dont certaines viandes. Dénommée « scope EGA », cette catégorie regroupe 225 produits avec des « gencodes » de poids fixe dans les rayons épicerie, liquides et produits libre-service. En avril, l'inflation de ces produits était globalement négative.

## L'inflation sur les catégories alimentaires « Scope EGA »\*

Inflation à 1 mois (en %) - \*Calculé sur 225 catégories alimentaires gencodées poids fixe

Source : Iri

	Tous circuits	Hypers	Supers	EDMP / Hard Discount	Proxi	Drive GSA
<b>Tous produits</b>	<b>-0,16</b>	<b>-0,60</b>	<b>-0,05</b>	<b>-0,20</b>	<b>0,09</b>	<b>0,40</b>
Marques nationales (MN)	-0,23	-0,79	-0,05	-0,49	0,08	0,32
Marque de distributeurs (MDD)	=	-0,11	-0,05	-0,03	0,10	0,54
Produits premiers prix (PPX)	-0,02	-0,06	-0,06	0,30	0,16	0,05

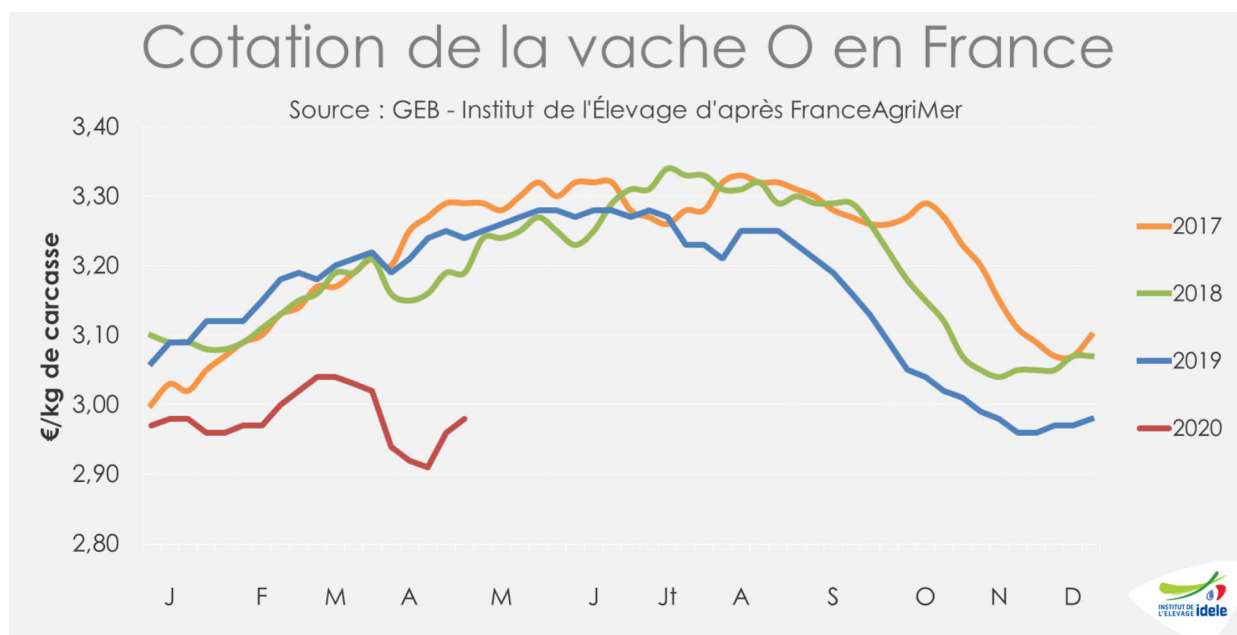
Sur un an, ces produits connaissent cependant une légère inflation (+0,12% /2019).

## Femelles en France : cours moroses mais des évolutions contrastées

Confinement, RHD à l'arrêt, hausse de vente de haché au détail, inflation limitée en magasin, la filière bovine française continue de faire face à un bouleversement de ses débouchés. La question de la valorisation de la carcasse reste plus que jamais sur la table. De nombreux opérateurs font ainsi état de la difficulté à écouler les pièces issues des arrières, d'ailleurs ciblées par la Commission européenne dans son aide au stockage privé qui sera pilotée en France par FranceAgriMer (qui s'adresse à des quartiers arrières réfrigérés entiers, mais non pas à des pièces).

En semaine 18, l'indicateur hebdomadaire de Normabev montre que le nombre de gros bovins abattus est en retrait (-6% /2019). En cumul sur les cinq dernières semaines de confinement (14 à 18), l'évolution est similaire (-5% /2019). Sur cette même période, les abattages de réformes laitières ont été en légère hausse (+3% /2019) quand les abattages de réformes allaitantes ont reflué (-6%). Face aux nouveaux équilibres de marché, les tendances d'évolution des cours divergent désormais depuis deux semaines suivant les conformations des animaux.

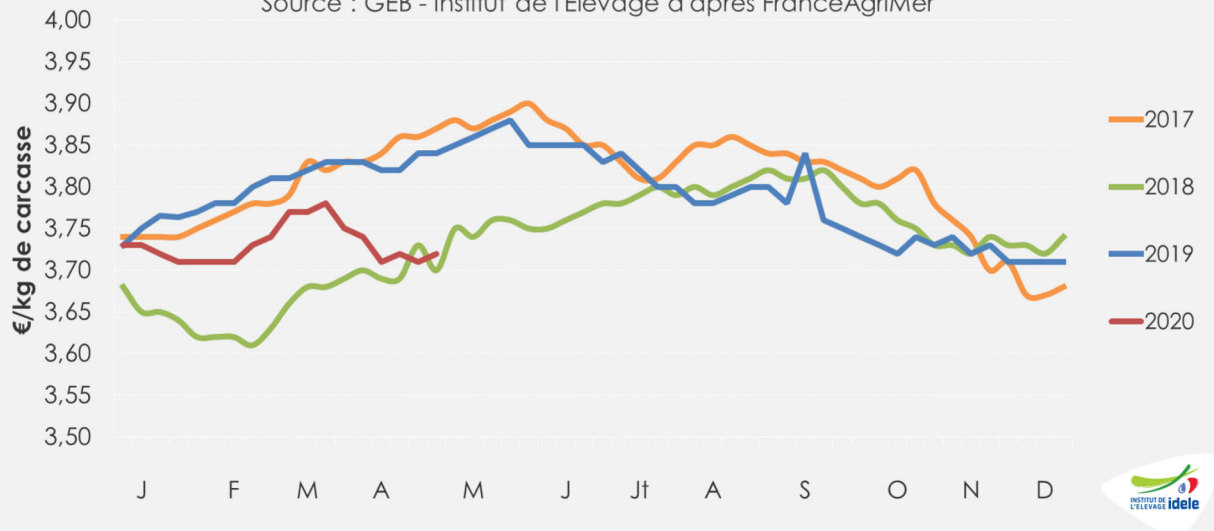
Les cours des vaches restent déprimés quelques soient les conformations, bien qu'ils n'évoluent pas tous dans le même sens. Entre les semaines 16 et 18, la cotation de la vache P s'est appréciée de 6 centimes par kilo de carcasse, à 2,72 €/kg éc (-6% /2019 et -7% /2018) et celle de la vache O de 7 centimes, à 2,98 €/kg éc (-8% /2019 et -7% /2018), toutes deux repartant d'un niveau exceptionnellement bas.



Les cotations des réformes plus conformées poursuivent des tendances différentes. En deux semaines, la cotation la vache U a perdu 2 centimes, à 4,37 €/kg de carcasse (-2% /2019 et +1% /2018). Celle de la vache R est restée stable, à 3,72 €/kg éc (-3% /2019 et +1% /2018).

# Cotation de la vache R en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

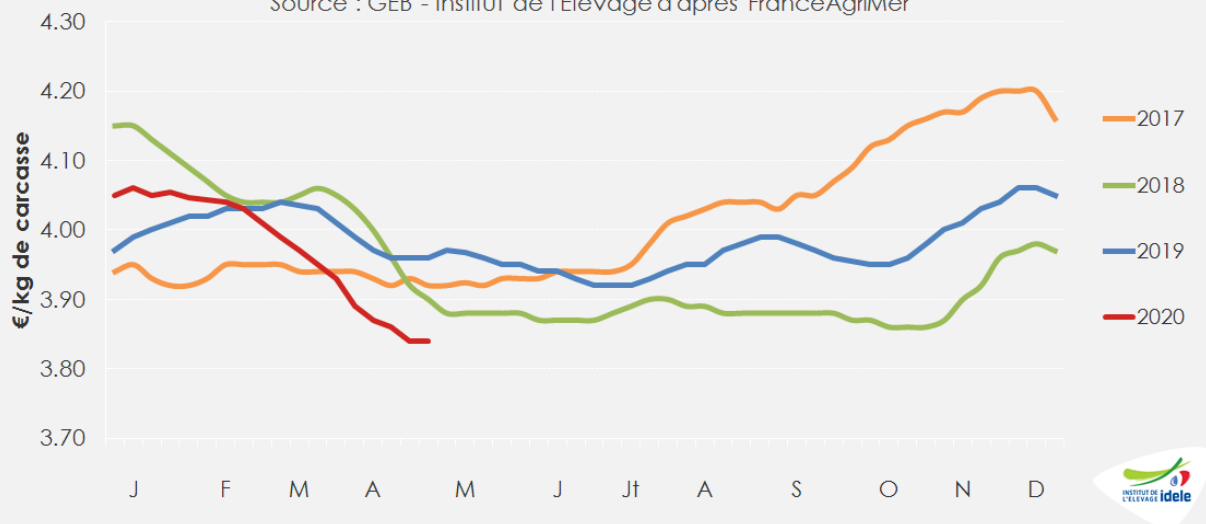


## Jeune bovin en France : arrêt de la baisse de la cotation du JB U

La cotation du JB U a stoppé sa baisse en semaine 18 mais reste à un bas niveau, à 3,84 €/kg de carcasse (-3% /2019 et -2% /2018). La concurrence accrue sur le marché européen et le ralentissement de la demande en Italie pèsent en effet sur les cours des JB de type viande. Les évolutions divergent pour les autres conformations. La cotation du JB R poursuit sa baisse avec 3 centimes de moins, à 3,65 €/kg (-3% /2019 et -2% /2018). Après avoir touché le fond, celle du JB O remonte de 4 centimes à 3,20 €/kg (-3% /2019 et -4% /2018).

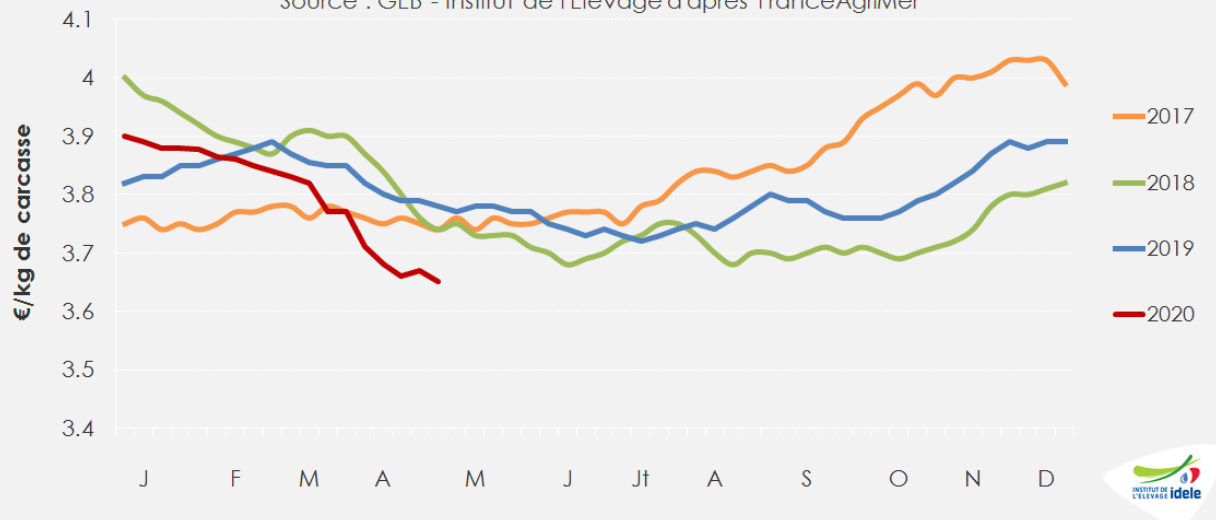
# Cotation du JB U en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



## Cotation du JB R en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

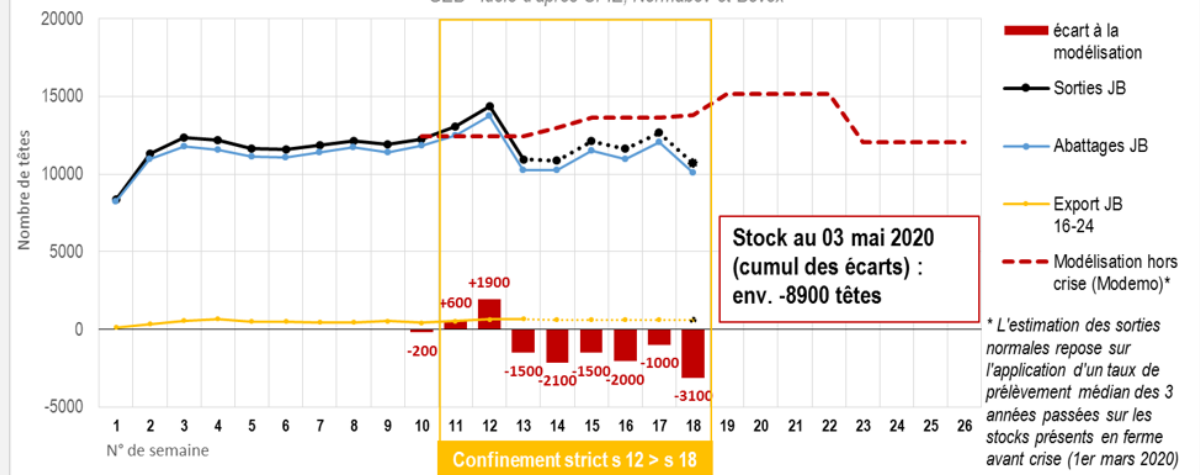


En semaine 18, les abattages de JB de type viande étaient en baisse de 20% par rapport à la même semaine en 2019 et ceux de JB laitiers de 19%. En cumul sur les 8 dernières semaines connues (s. 11 à 18), les abattages de JB viande ont diminué de 7% et ceux de JB lait de 19%.

La modélisation MODEMO indique au 3 mai un effectif excédentaire en fermes de 8 900 JB viande par rapport aux prévisions de sorties des semaines 11 à 18. Ceci représente 4 jours de retard d'abattage (0,8 semaine) par rapport aux effectifs présents selon SPIE.

## Suivi hebdomadaire des sorties réelles et attendues de JB de type viande

GEB - Idele d'après SPIE, Normabev et Bovex



## GROS BOVINS MAIGRES : L'Italie soutient les cours

En semaine 18, les cours des broutards se sont maintenus entre une demande ferme en Italie et une offre très limitée. Les échanges avec les pays-tiers et l'Espagne sont plus heurtés.

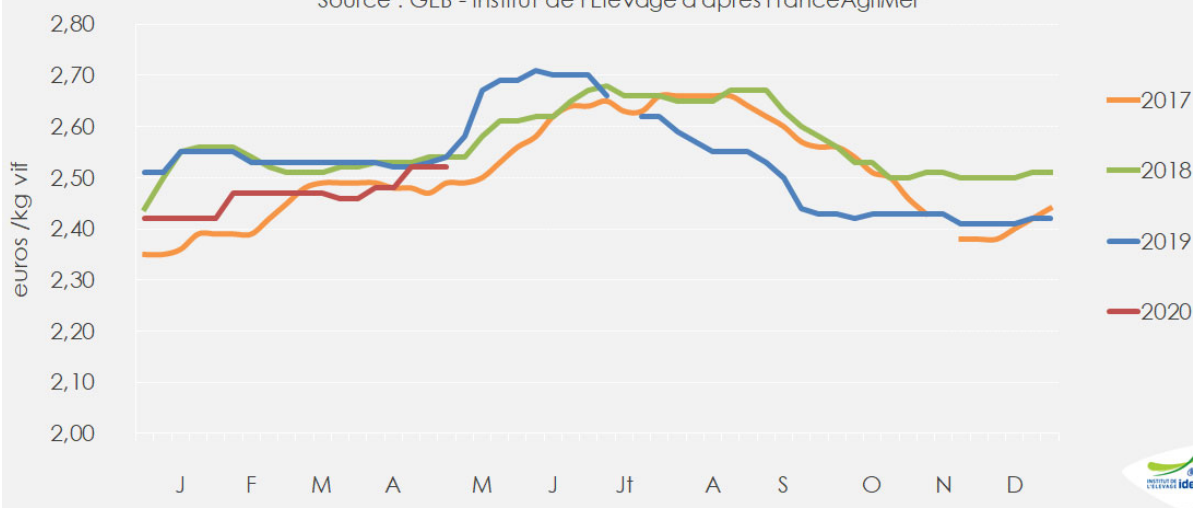
### Des cours stables

En semaine 18 les cours de broutards restent globalement stables, en deçà de leur niveau de 2019. Les Limousins E de 300 kg, exposés au marché espagnol, sont en repli de 4% /2019 à 3,03 €/kg. Idem pour les Croisés U de 300 kg, à 2,75 €/kg (-3% /2019).

Les mâles charolais, très majoritairement destinés au marché italien, se maintiennent au niveau de l'an passé. Les mâles U de 300 kg sont en repli 3 centimes par rapport à 2019, à 2,84 €/kg, et les U de 450 kg de 2 centimes à 2,52 €/kg.

## Cotation du Charolais U de 450 kg

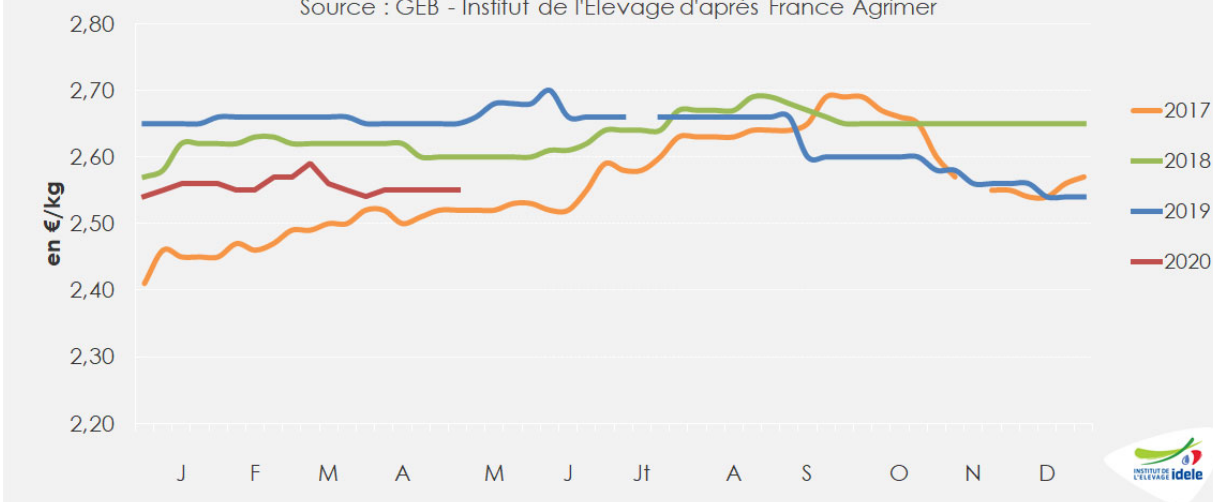
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Les cours des femelles toutes races confondues restent en revanche en repli généralisé par rapport aux bons niveaux de 2019. A 2,55 €/kg la Charolaise U de 270 kg recule de 4% /2019 et la Charolaise U de 400 kg perd 13 centimes par rapport à 2019 à 2,38 €/kg. Les femelles limousines E de 270 kg s'érodent elles d'à peine 1% /2019 à 2,75 €/kg. Ce repli des prix des femelles à des niveaux relativement élevés, est observé depuis fin 2019. Il s'explique par une demande italienne plus modérée après plusieurs années de croissance très forte.

## Cotation de la femelle charolaise U de 270 kg

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après France Agrimer



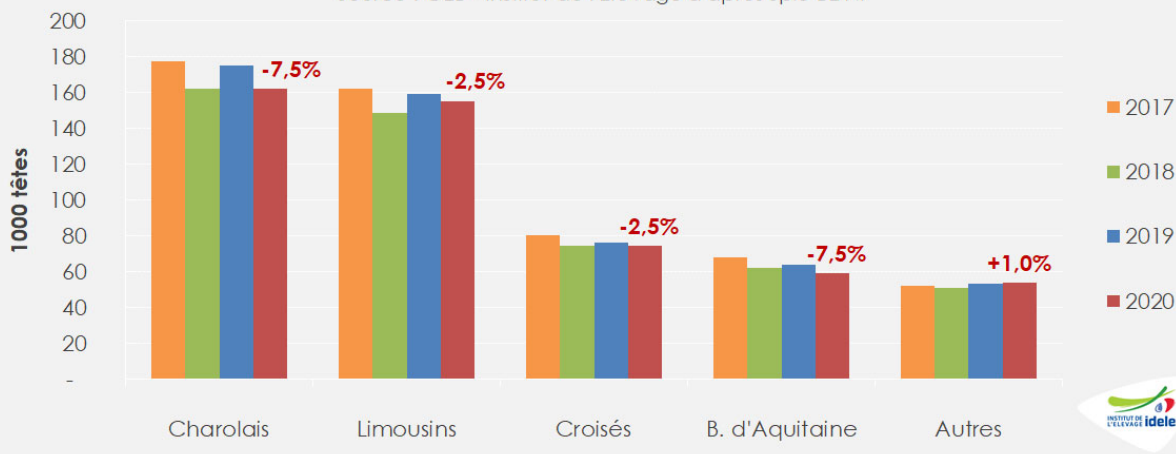
### Une offre en forte baisse

La période de février à avril est chaque année celle du creux des disponibilités en broutards. Depuis 2016, avec le recul des naissances allaitantes, ce creux d'offre est de plus en plus marqué. En 2019, la BDNI a recensé 3,56 millions de naissances soit -207 000 veaux ou -5,5% /2018 et -9,8% /2016. Ainsi, au 1<sup>er</sup> avril 2020, le stock de bovins mâles de races allaitantes de 6-12 mois était en repli de -4% /2019 et de -6,5% /2017. Cette chute de l'offre en broutards est inégale selon les races : elle est particulièrement forte en races charolaise et blonde d'Aquitaine.



## Stock de mâles de 6-12 mois au 1er avril

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie BDNI



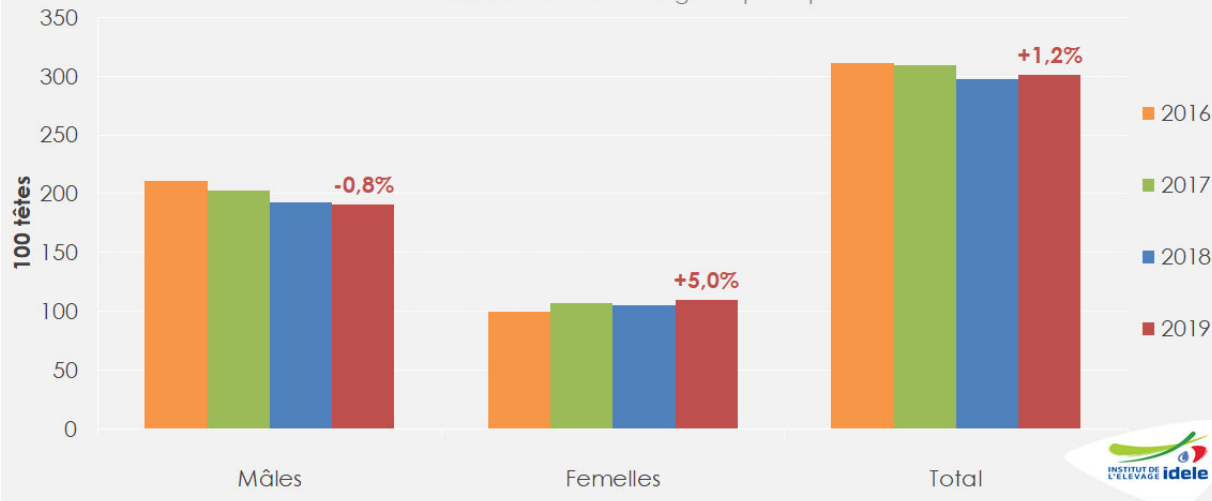
### Des exportations en hausse à fin mars

Selon les données de SPIE/BDNI, la France a exporté 301 000 brouards au premier trimestre 2020, soit +1,2%/2019. Selon la tendance observée depuis 2016 les envois de mâles sont en repli à 191 000 têtes soit -0,8%/2019 et -9,5%/2017 tandis que ceux de femelles restent en hausse à 110 000 têtes soit +5%/2019 et +10%/2017.

## Exportations françaises de brouards au 1er trimestre\*

\*Bovins de races allaitantes de 4 à 16 mois

Source : GEB-Institut de l'élevage d'après Spie-BDNI



Cette légère progression des exportations sur le 1<sup>er</sup> trimestre, alors même que l'offre en brouards était en net recul, indique un repli des mises à l'engraissement en France. Fin Mars, l'effectif de JB de races à viande de 12-16 mois présents en BDNI selon SPIE était ainsi en recul de -2%/2019 et -7%/2017.

### La demande italienne stable

Les données TRACE transmises par la DGAL nous permettent de suivre les exportations de bovins vivants vers l'Italie et l'Espagne sur la période de confinement. En Italie, la demande en brouards semble s'être parfaitement maintenue. En moyenne 18 500 bovins français ont traversé les Alpes chaque semaine entre les semaines 11 et 18, une valeur très proche de 2019. Ce flux d'animaux concerne presque exclusivement des brouards qui fournissent la filière JB. En Italie, la viande de JB issue de brouards français constitue le cœur de la gamme de bœuf en GMS qui est plutôt favorisée depuis le début du confinement. La viande importée semble aujourd'hui plus présente dans les rayons qu'au début du confinement. Elle ferait pression sur les prix des animaux finis, dont les prix arrivent habituellement à leur creux saisonnier un peu avant l'été.

Vers l'Espagne, les envois se partagent entre des brouards légers et des veaux nourrissons. Les envois nettement reculé entre les semaines 11 et 18 : l'Espagne a reçu en moyenne 7 900 animaux en 2020 contre 9 500 en 2019. On ne dispose pas de la répartition entre veaux nourrissons et brouards dans ce total, mais, selon plusieurs opérateurs, les flux de brouards seraient les plus affectés. Les exigences de baisses de prix de la part des engraisseurs ne seraient pas acceptables dans un marché français stable, sauf peut-être pour des bovins non demandés ailleurs (très peu conformés...). En parallèle, le recul de la demande française en nourrissons de 3 semaines pour l'engraissement de veaux de boucherie alimentaire le disponible exportable sur cette catégorie, pour laquelle l'export Espagne est souvent le dernier recours.

## Commerce grippé vers l'Algérie

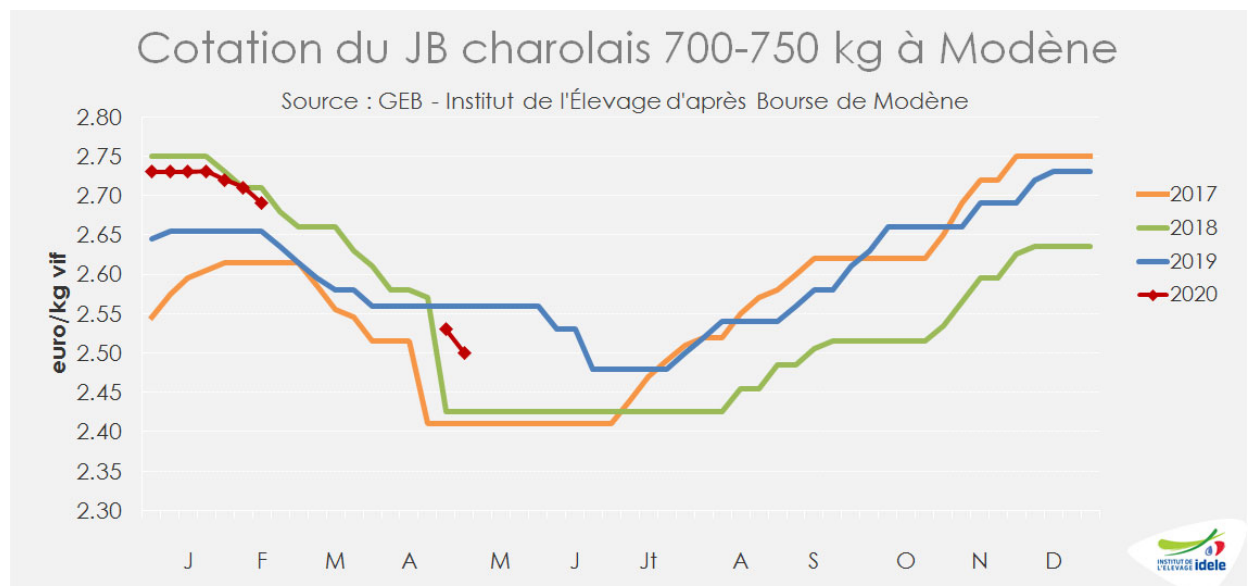
Depuis janvier, le commerce sur les pays tiers reste très concentré sur l'Algérie, mais des envois ont également eu lieu vers le Maroc et la Tunisie. Dans l'attente des données de mars et avril, on peut prédire un net repli des envois après une année 2019 très dynamique (26 000 têtes sur janvier-avril). Un repli tant dû aux exigences du nouveau cahier des charges imposé par les Autorités algériennes qu'aux contraintes du confinement des 2 côtés de la Méditerranée.

## Quel marché dans les semaines à venir ?

Le mois de mai est habituellement marqué par une hausse saisonnière des cotations des brouards en lien notamment avec les mises en place d'animaux pour la consommation des fêtes de fin d'année. Or le marché italien de la viande semble s'encombrer ces dernières semaines, ce qui pourrait ralentir les entrées en atelier. Le marché espagnol du brouard reste quant à lui très lourd et la demande des engraisseurs en bovins vifs se concentre davantage sur les veaux nourrissons. Enfin, l'export sur pays tiers est encore complexifié par le confinement, même si celui-ci commence à être levé de part et d'autre de la Méditerranée. Fournir la demande intérieure est un impératif absolu de stabilité politique d'un côté, mais les ressources de beaucoup de pays souffrent de l'effondrement des prix des hydrocarbures et du tourisme. La hausse saisonnière des cotations en France pourrait pâtir de ces situations, toutefois l'offre très limitée devrait éviter un décrochage.

# Italie : baisse saisonnière des cours, un retard dans les sorties de JB ?

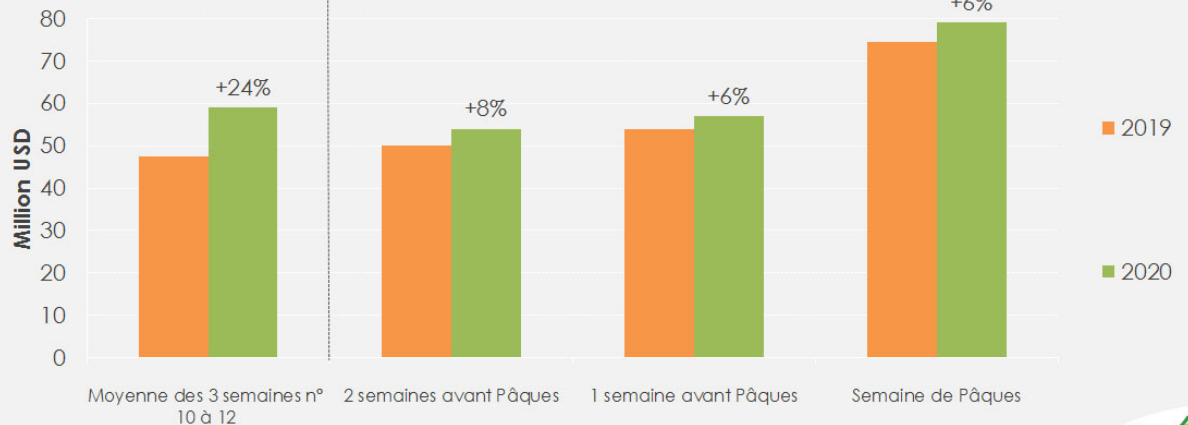
Le déconfinement s'ébauche tout doucement en Italie, mais l'ouverture des restaurants n'est pas encore à l'ordre du jour (pas plus qu'en France au demeurant). Le marché italien de la viande bovine est actuellement moins fluide, en raison d'un effritement de la demande et de la concurrence de viande importée qui semble se renforcer, conséquence du différentiel de prix qui s'est creusé avec certains fournisseurs européens. Après 9 semaines d'arrêt, la bourse de Modène a repris le lundi 27 avril, en visioconférence. Les mâles charolais ont poursuivi leur baisse saisonnière jusqu'au 4 mai où ils cotaient 2,69 €/kg vif (-2% /2019 mais +3% /2018). Les mâles limousins cotaient 2,77 €/kg (= / 2019 ; +1% /2018). Après avoir été quasiment reconduits par rapport au 14 février, les prix des femelles ont perdu un centime le 4 mai pour tomber à 2,88 €/kg vif pour la Limousine (-2% / 2019 et 2018) et 2,58 €/kg vif pour la Charolaise (-3% /2019 et -2% /2018). Ceux des mâles croisés nés en Italie ont perdu 2 centimes en une semaine à 2,39 €/kg pour celui de 1ère catégorie (-2% /2019 ; -1% /2018).



Les achats de viande par les ménages italiens restent en hausse en raison du report de la consommation hors domicile, mais la hausse d'une année sur l'autre s'amenuise. D'après le panel IRI, les ventes de viande rouge pour Pâques ont été dynamiques, tout comme lors des deux semaines précédentes. Mais la hausse est de plus en plus modeste : +6% contre +24% lors des 3 premières semaines de confinement (comparaison 2020/2019 pour les semaines n°10 à 12). D'après les opérateurs français et italiens, la demande semble actuellement ralentie sur le marché italien.

## Vente de viande rouge par la GMS en Italie

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI



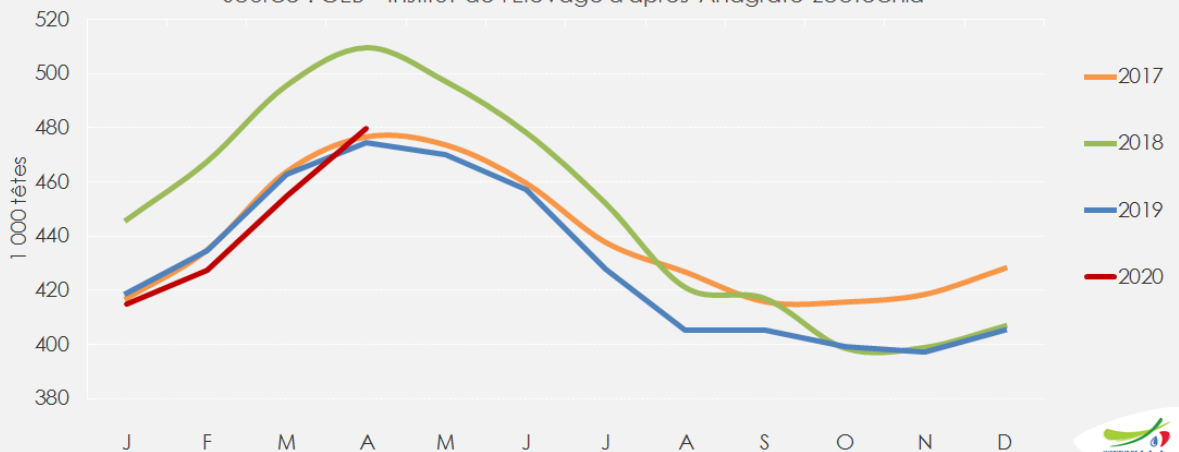
La semaine de Pâques est celle finissant le 12 avril 2020. Elle est comparée à celle du 21 avril 2019. Idem pour les 2 semaines précédentes. La moyenne des semaines 10 à 12 de 2020 est comparée à la moyenne des semaines 10 à 12 de 2019.



Au 30 avril, la BDNI italienne dénombreait 480 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 5 000 de plus qu'un an plus tôt, alors que ce même effectif était encore en baisse au 31 mars (-8 000 têtes /2019) et que les effectifs âgés de 6 à 12 mois étaient stables. Ceci pourrait indiquer quelques retards de sorties et témoigner d'un marché italien moins fluide qu'en mars.

## Effectif de bovins mâles de 1 à 2 ans dans les ateliers italiens en fin de mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica

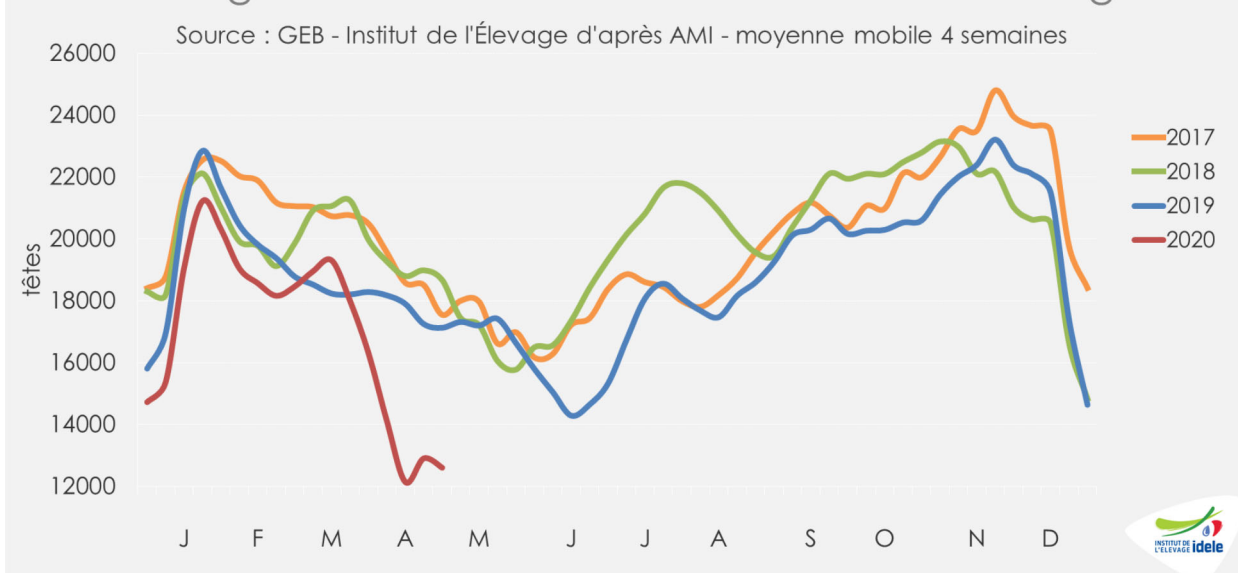


Les effectifs des femelles de plus de 28 mois (essentiellement des vaches) ont quant à eux bondi de 2,59 millions au 29 février à 2,63 millions au 30 avril, soit +23 000 têtes /2019 fin avril contre +11 000 têtes /2019 fin février. Les abattages de vaches de réforme sont en effet réduits au minimum : abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés bien qu'ils soient peu consommés en Italie). La viande de réforme est en grande majorité destinée soit à l'exportation notamment vers la France, où la demande pour la viande importée a très fortement chuté, soit au segment de la RHD pour la production de burgers (en fast-foods ou en restauration à table). Les steaks hachés consommés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vaches, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

## Allemagne : les cotations replongent, les abattages restent limités

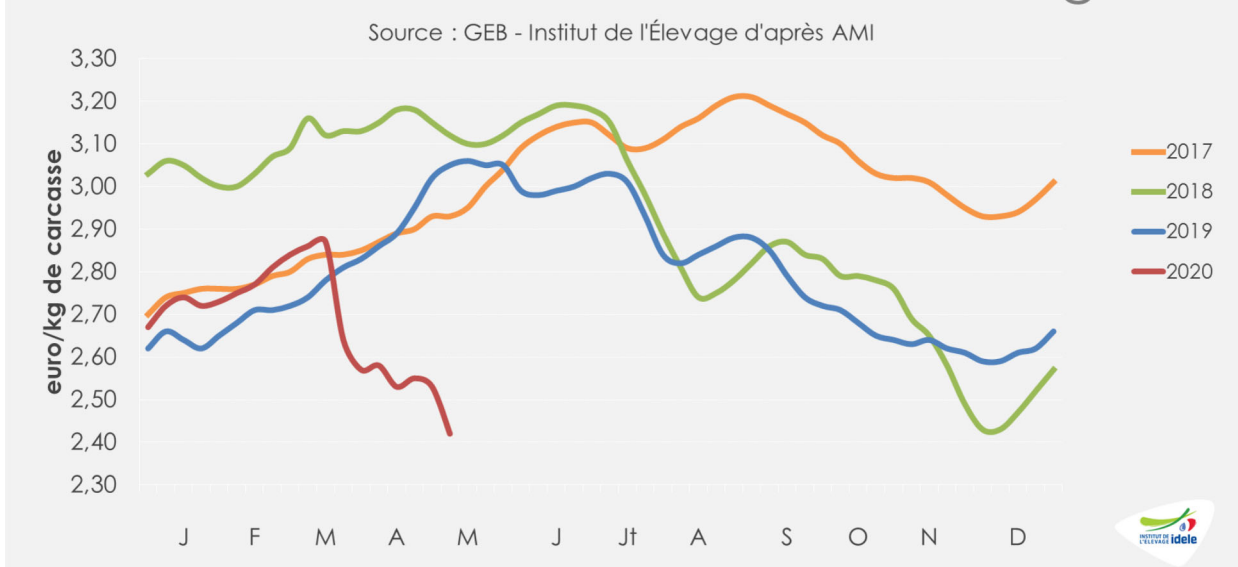
La demande des abattoirs allemands est toujours au plus bas. En conséquence, les abattages restent limités pour toutes les catégories de bovins. D'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI, les abattages de vaches restent ainsi en net retrait en cumul sur les semaines 15 à 18 (-26% /2019).

## Abattages hebdomadaires de vaches en Allemagne



Bien que la consommation ait été dynamique au début du confinement (cf. ci-dessous), les ventes de viande bovine sont très limitées depuis plusieurs semaines d'après AMI. En semaine 18, les cours ont à nouveau plongé. La cotation de la vache O a encore perdu 11 centimes en une semaine, à 2,42 €/kg de carcasse (-21% /2019, -22% /2018). C'est maintenant 45 centimes de moins (-15%) qu'avant le début de la crise ! Cependant, les experts d'AMI tablent désormais sur des achats des abattoirs qui pourraient à nouveau augmenter lentement en mai avec une reprise progressive de l'activité (déconfinement, ouverture partielle de la RHD), même si la hausse des cours paraît plus aléatoire.

## Cotation de la vache O en Allemagne



Sur le premier trimestre 2020, incluant les premières semaines de mesures de confinement en Allemagne, les achats de viandes par les ménages avaient pourtant progressé d'environ +3%, contrairement aux années précédentes. La viande bovine (+14% /2019) et la volaille (+9%) en avaient particulièrement profité, mais pas le porc (-6%) dont le prix à la consommation s'est envolé (+17% /2019) en lien avec la demande chinoise (effet fièvre porcine africaine là-bas)

Outre le jour de plus en février, 2020 étant une année bissextile, les experts d'AMI notent que la hausse de consommation observée est largement due au changement de comportement des consommateurs en mars en lien avec la pandémie de Covid-19. Comme ailleurs en Europe, les restrictions autour de la restauration hors domicile ont entraîné une augmentation des achats au détail.

Même si les principales restrictions ne sont effectives que depuis la mi-mars, le panel allemand montre une hausse de +10,6% /2019 des quantités de viandes, saucisses et volailles achetées en mars. Pour la viande bovine et le mix porc/bœuf, les hausses pour le mois de mars avaient même dépassés les +20% /2019. D'après les experts d'AMI, si ces hausses devaient encore être observées dans les prochains panels, elles ne compenseraient que partiellement la baisse des ventes au sein de la RHD.

## Consommation de viandes, saucisses et volaille par les ménages allemands de janvier à mars 2020

source : AMI, d'après GfK-Haushaltspanel

évolution /2019 (%)	Volume	Valeur	Prix
Viande de volaille	+9,3%	+13,4%	+3,7%
Viande bovine	+14,0%	+14,9%	+3,7%
Mix porc / viande bovine	+8,3%	+23,0%	+13,6%
Viandes pour saucisse	+1,5%	+12,1%	+10,4%
Viande de porc	-5,8%	+10,2%	+16,9%



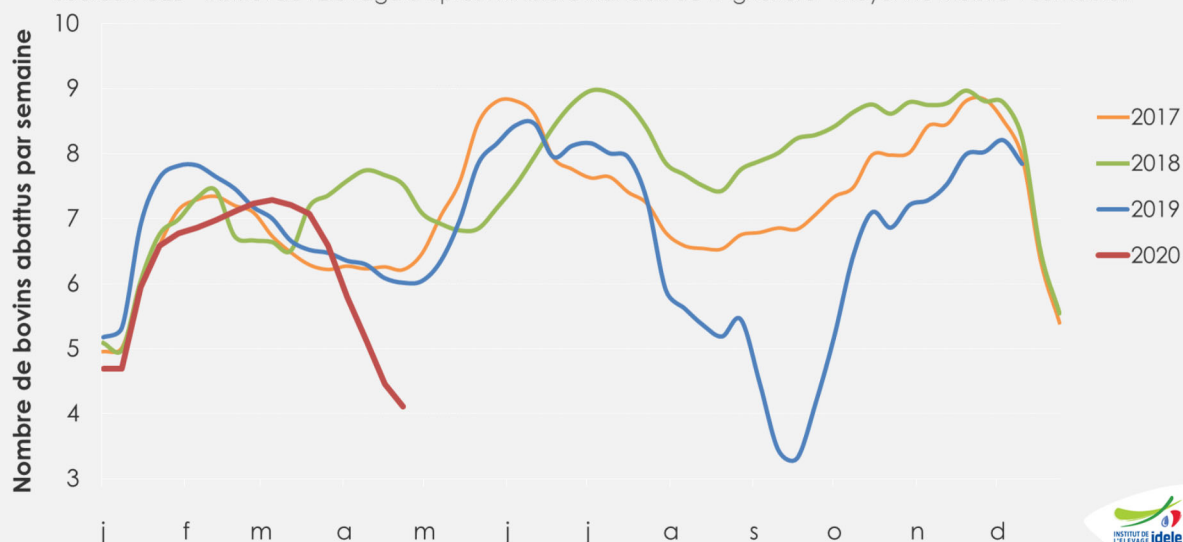
## Irlande : prix faibles, abattages toujours en baisse et premières fermetures d'abattoirs

La gestion de la santé des travailleurs dans certains abattoirs s'est récemment dégradée. Fin avril, les vétérinaires appelaient les autorités sanitaires irlandaises à intensifier les tests de détection du Covid-19 dans les abattoirs alors que la propagation du virus est de plus en plus préoccupante, notamment auprès des ouvriers étrangers. Beaucoup d'abattoirs irlandais ont fait appel à des travailleurs étrangers depuis le début de l'année. Ainsi, le nombre de permis de travail hors espace économique européen (EEE) délivrés aux abattoirs irlandais de janvier à mars 2020 avait plus que doublé par rapport à l'année dernière, principalement chez Liffey Meats, ABP et Dawn Meats. La majorité des permis concernaient des travailleurs brésiliens. Si ces groupes ont tous déclaré avoir pris des mesures importantes, on assiste désormais à des fermetures d'abattoirs en Irlande. Le ministre de l'Agriculture Michael Creed a annoncé l'existence de 6 « clusters » dans des abattoirs à travers tout le pays. Dawn Meats a ainsi annoncé le 1er mai la fermeture de son abattoir de Kilbeggan. Le SIPTU, plus grand syndicat de travailleurs d'Irlande, demande désormais des tests de température obligatoires et la fourniture d'équipements de protection individuelle pour les travailleurs de tous les abattoirs.

En attendant de pouvoir observer les effets de ces fermetures, les abattages continuent de reculer en semaine 18. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture, sur les quatre dernières semaines (15 à 18), les abattages de gros bovins dans les abattoirs agréés à l'export sont en forte baisse (-20% /2019). C'est notamment vrai pour les vaches dont les abattages ont diminué de -32% /2019 sur la même période.

## Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

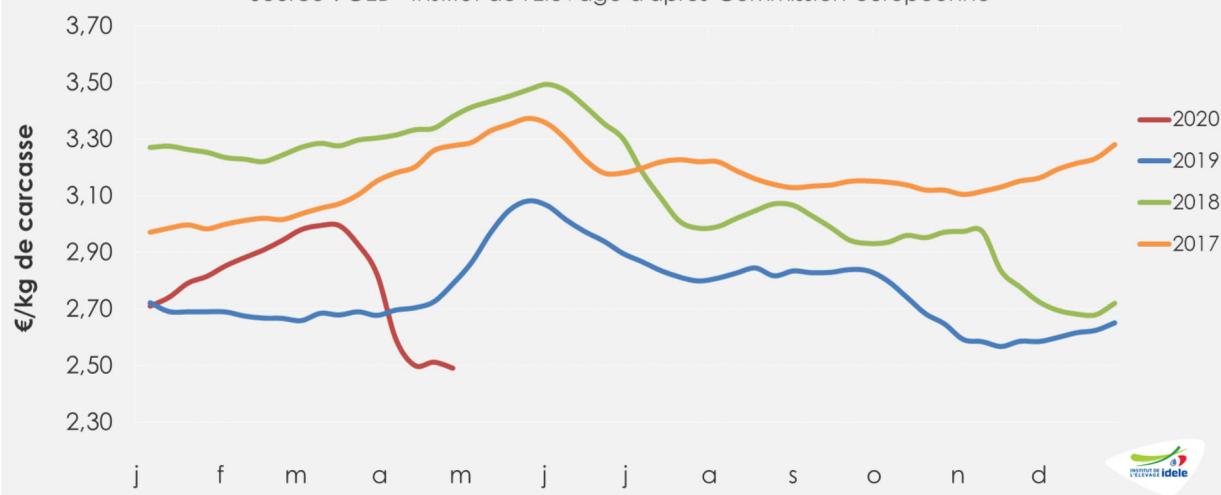
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



Les annonces autour de la réouverture de certaines de chaînes de restauration, dont McDonald's et Supermac (chaîne de restauration rapide irlandaise avec plus d'une centaine de restaurants sur tout le territoire), qu'elles soient effectives ou à venir en mai (cf. article semaine dernière), devraient relancer la demande en vache de réforme. Ainsi, d'après Bord Bia, on pourrait assister à un frémissement du côté des cotations des femelles. En attendant, en semaine 17, la cotation de la vache O a encore perdu 2 centimes, à 2,49 €/kg éc (-11% /2019 ; -26% /2018). Le cours du bœuf R a, lui, reculé de 14 centimes à 3,40 €/kg éc (-8% /2019).

## Cotations de la vache O en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



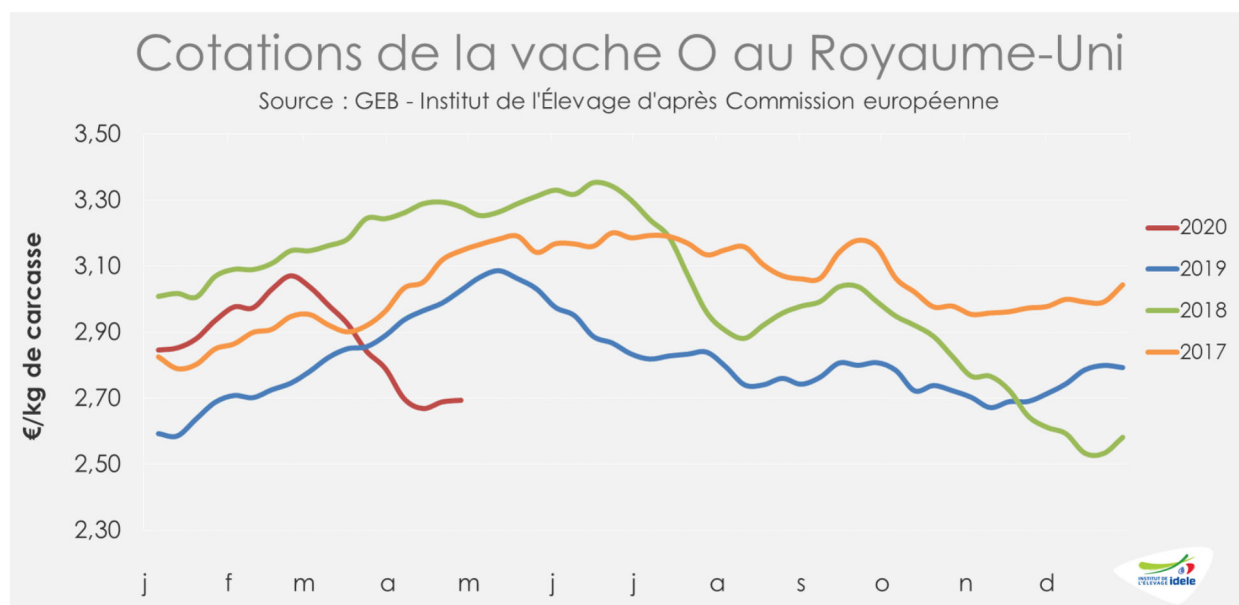
Concernant l'aide au stockage privé annoncée par la Commission il y a deux semaines, *Meat Industry Ireland (MII)* a réagi plutôt négativement. Pour l'organisation, le niveau d'aide au stockage « ne correspond en rien à ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts associés à la congélation, au stockage, au financement et également le coût de l'effondrement du marché des découpes de valeur de viande bovine ». Elle a également rappelé que l'aide au stockage privé ne faisait que reporter le problème puisque le produit devra revenir sur le marché dans trois à cinq mois. De plus, c'est tout le quartier arrière qui doit être stocké. Pour MII, « il n'y a aucune flexibilité pour vendre des découpes qui peuvent trouver un prix de marché acceptable à l'heure actuelle et stocker que les découpes invendables ». Cette « mesure de soutien du marché de 25 millions d'euros [...] pour l'ensemble du secteur de la viande bovine de l'UE aura un impact négligeable ». L'organisation juge que « l'ampleur du déséquilibre des carcasses est sans précédent. Le niveau élevé de vente au détail, qui s'est maintenant stabilisé, se concentre sur les produits de base type viande hachée et ne va pas compenser la valeur perdue de l'effondrement des ventes de découpes ».

Le son de cloche est similaire du côté de l'*Irish Farmers Association (IFA)* pour qui l'aide au stockage privé n'est qu'une solution très partielle et insuffisante. D'après Brendan Golden, président de la section bovine de l'IFA, « les agriculteurs vendant 50 bovins sont confrontés à des pertes de 10 000 €. Ils ne peuvent tout simplement pas se permettre ce niveau de perte, surtout après avoir traversé deux années déjà très difficiles en 2018 et 2019 ». Pour l'IFA, outre une revalorisation des prix par les distributeurs, la Commission européenne doit introduire un ensemble d'aides financières d'urgence pour les États membres où la pandémie de Covid-19 a induit des pertes de marché et

des baisses de prix importantes. Elle doit désormais cibler les paiements directs sur les producteurs de viande bovine. Faut-il y voir un appel à utiliser la réserve pour les crises agricoles de 478 millions d'euros et à la cibler vers l'élevage ? En attendant, comme annoncé il y a 3 semaines, le ministre de l'Agriculture Michael Creed confirmait que la vingtaine de millions d'euros non dépensés dans le cadre du plan *Beef Exceptional Aid Measure* (BEAM, cf. article 15 avril) avait été « *réellement réaffectée dans le budget 2020* ».

## Royaume-Uni : cours stabilisés, poursuite de la restructuration des achats

D'après *AHDB*, en semaine 17 et en devise locale, la tendance à la stabilisation des cotations des vaches se confirme. Les cotations des animaux plus jeunes (*prime cattle*) poursuivent leurs baisses. La fermeture de la RHD et le déséquilibre de la valorisation des carcasses continuent de peser même si la perspective de réouverture de certaines chaînes de restauration commence à avoir des effets sur le marché des femelles. En euros, la cotation de la vache O progresse ainsi de +1 centime en une semaine à 2,70 €/kg de carcasse (-11% /2019 et -18% /2018).

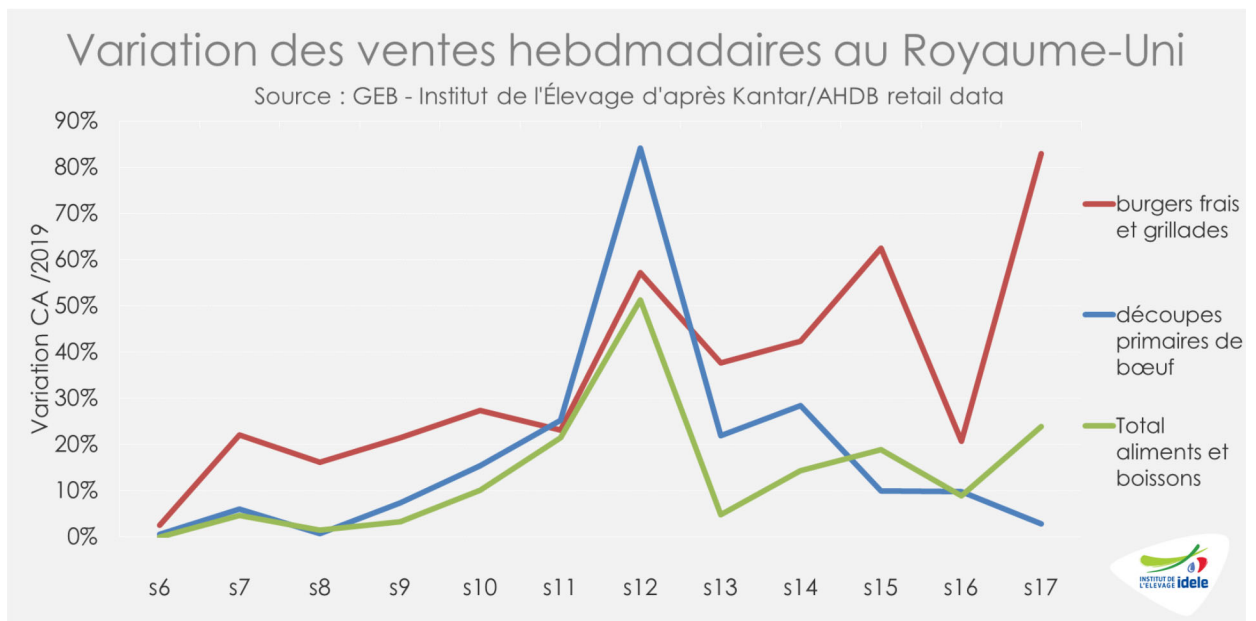


Dans le même temps, la cotation du bœuf R poursuit son recul. Elle perd 4 centimes d'euro en semaine 17, pour tomber à 3,70 €/kg éc (-8% /2019 ; -13% /2018).

Après les achats de panique pré-confinement, le Coronavirus a clairement modifié les habitudes d'achat des ménages britanniques. Pour suivre cette évolution, *AHDB* qui examine habituellement les ventes par périodes de quatre semaines, publie actuellement des données à l'aide de l'institut Kantar sur une base hebdomadaire.

La semaine 12 (se terminant le 22 mars), dernière semaine avant le confinement au Royaume-Uni, a été exceptionnelle pour les ventes au détail. Les ventes en volume d'aliments et de boissons avaient alors explosé (+39% /2019). Depuis, la progression des ventes en volume a été plus mesurée.

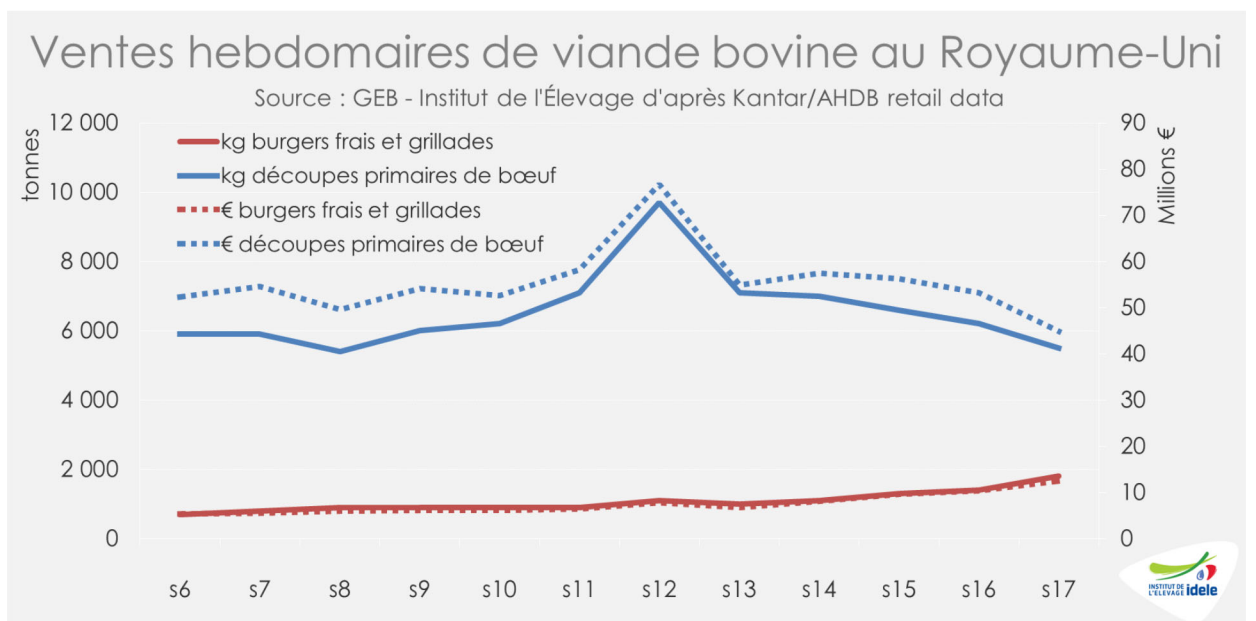
Lors des semaines 15 à 17, les hausses d'achat en volume ont été de respectivement +11%, +16% et +10% /2019. A l'instar de ce qui se passe en France, si les achats des ménages britanniques semblent désormais entrés dans une certaine routine, la situation est loin d'être normale. En effet, les variations annuelles habituelles des ventes dépassent rarement un ou deux points de pourcentage.



Parmi les produits qui connaissent les hausses relatives les plus marquées, les achats de burgers et de plateaux de grillades (hors viande hachée de 1<sup>ère</sup> transformation, uniquement réfrigérés et incluant d'autres protéines mais très majoritairement de la viande bovine) sont en forte croissance depuis le début du confinement. Et le niveau de croissance était déjà important depuis le début de l'année. En semaine 17, les achats de burgers et grillades progressent encore nettement (+79% /2019). Le climat favorable d'avril au Royaume-Uni a permis le lancement de la saison des barbecues de manière précoce cette année. AHDB relève que la mise en avant des différentes gammes de produit pour barbecue par les distributeurs a stimulé les ventes globales et les achats *online* pour livraison.

Après un pic en semaine 12 lié aux achats de panique, la progression des ventes en volume de viande bovine de 1<sup>ère</sup> transformation (*primary beef*), réfrigérées et congelées et comprenant la viande hachée, est de plus en plus faible. Les volumes vendus chaque semaine régressent. Ainsi, en semaine 17, la croissance des achats de ce type de produit est plus mesurée (+10% /2019) et inférieure au taux de croissance global de ventes de produits alimentaires et de boissons. D'après AHDB, les pièces à rôtir ont notamment souffert de l'interdiction des rassemblements de personnes, d'un temps plus chaud et des variations de prix allant à l'encontre des achats de rôtis. Le prix moyen de ces découpes était en effet supérieur par rapport à la semaine précédente de 88 pence par kilo (soit 1 euro).

La viande hachée (inclue dans la viande bovine de 1<sup>ère</sup> transformation) poursuit, elle, sa marche en avant (+29% /2019), représentant 64% des volumes de viande bovine de 1<sup>ère</sup> transformation. Les ventes en volume de steaks sont aussi en hausse (+14% /2019), représentant 19% des volumes de viande bovine de 1<sup>ère</sup> transformation.

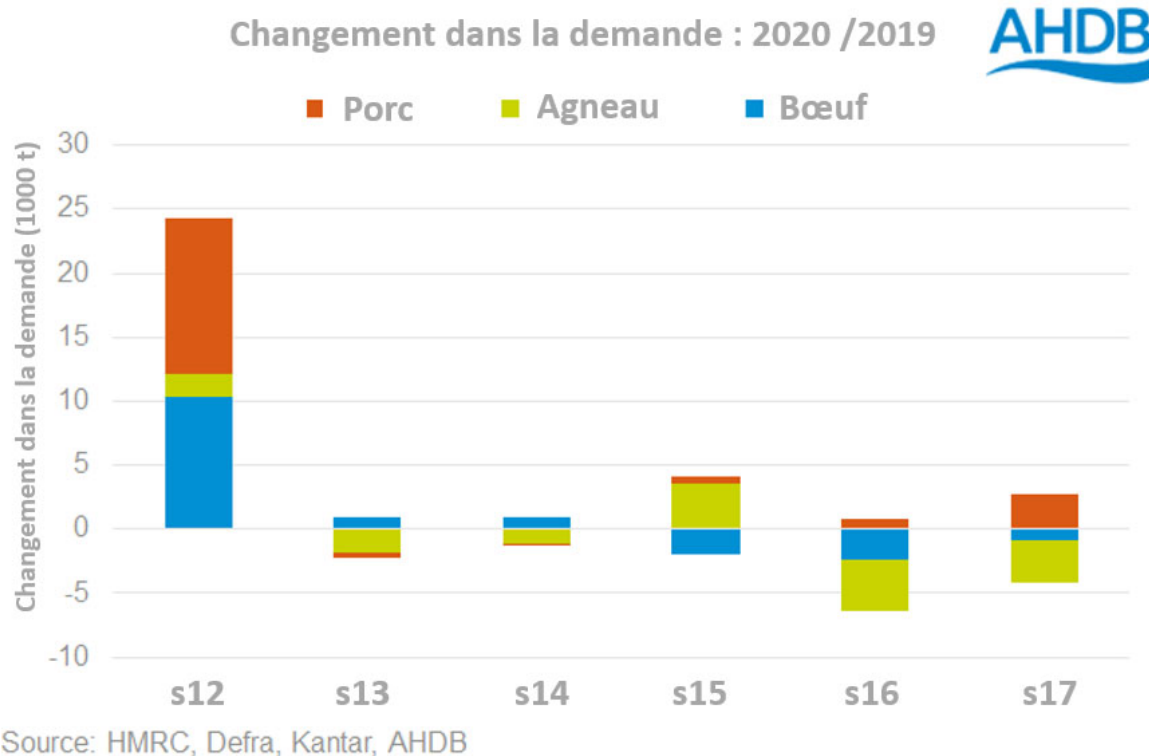


Ainsi, bien que le volume vendu de steaks soit supérieur à ce que l'on observait en février, les ventes de rôtis font face à de grandes difficultés. Le temps plus chaud et les réductions de promotions semblent avoir eu un impact non seulement sur les ventes de viande bovine, mais aussi sur le porc et l'agneau. L'ampleur et la rapidité des changements dans la demande soulignent la singularité de la période.



Avant la pandémie de Covid-19, AHDB estimait que le marché de la livraison de plats à emporter représentait 8% de la valeur du secteur britannique de la restauration. Avec la perte temporaire du marché de la restauration, de nombreux établissements alimentaires se sont finalement tournés vers la vente à emporter et la livraison. Cependant, cette évolution est loin d'être en mesure de compenser les pertes occasionnées par la fermeture des restaurants.

En effet, malgré des ventes au détail plus élevées, AHDB estime que la demande globale de viande rouge est désormais inférieure à ce qu'elle était avant le début du confinement. Alors que les ventes de viande de porc ont relativement bien résisté, celles de bœuf sont désormais en retrait. Les estimations hebdomadaires de l'organisme anglais montrent que depuis la semaine 15, les achats de viande bovine au détail n'ont compensé que partiellement la perte de débouché via la fermeture de la RHD. Il ne s'agit pas ici à proprement parler d'un bilan mais d'une comparaison entre les pertes occasionnées par la fermeture de la RHD et la progression des ventes au détail. Cette analyse ne fait pas intervenir le commerce extérieur.



L'analyse d'AHDB, basée sur les ventes au détail hebdomadaires de Kantar, suppose une fermeture complète du marché de la restauration assise (hors plats à emporter et livraisons), qui couvre environ 80% du secteur de la restauration. Ainsi, après 3 semaines de hausse, AHDB estime que le repli des ventes de viande bovine atteindrait 1 000 à 3 000 tonnes par semaine /2019 depuis la semaine 15.

Et le déséquilibre carcasse amplifié par le confinement pèse lourd. Les organismes anglais (AHDB), écossais (Quality Meat Scotland) et gallois (Hybu Cig Cymru) lancent une campagne de publicité pour un montant 1,2 million de livres sterling. Celle-ci vise à encourager les consommateurs à utiliser davantage de découpes d'arrière. D'une durée de 12 semaines, la campagne « Make it with beef » comprendra des publicités télévisées, des vidéos, de la radio et du contenu sur les réseaux sociaux. La campagne vise à atteindre 85% des ménages britanniques dans les prochains mois.

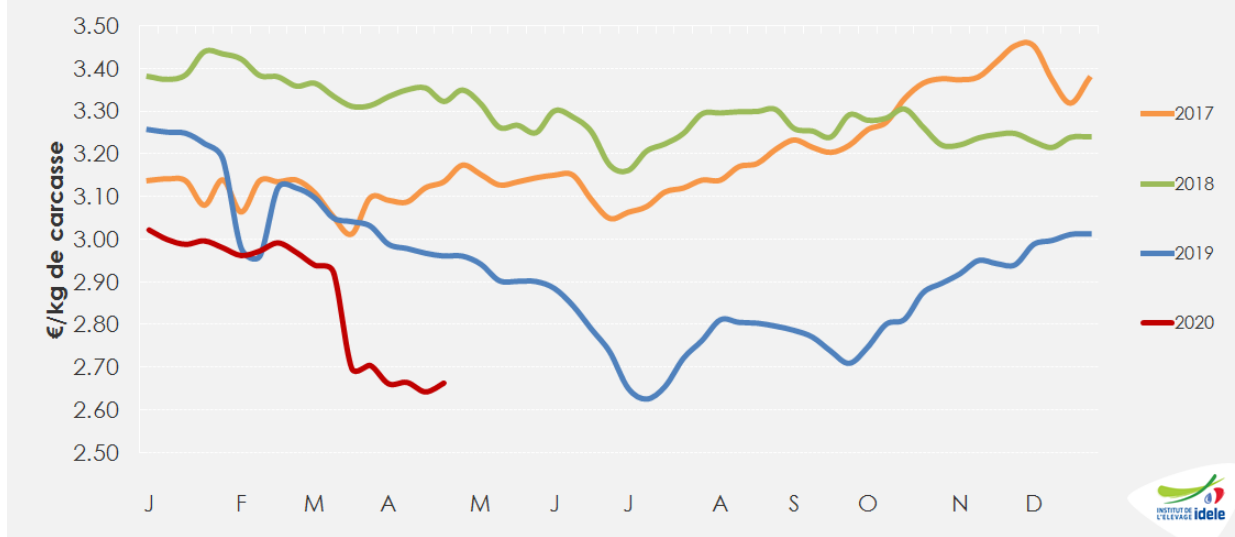
AHDB propose également des kits aux agriculteurs qui souhaitent vendre leur viande bovine ou ovine directement aux consommateurs.

## Pologne : les prix ont-ils atteint un (très bas) plancher ?

Depuis le début du confinement en Europe, les prix polonais se sont effondrés. La Pologne reste en effet très dépendante de l'exportation vers les autres États membres pour la valorisation de sa viande bovine écoulée principalement en restauration. Mais la baisse de prix semble avoir été plus ou moins stoppée depuis quelques semaines. Le JB O cotait 2,66 €/kg de carcasse en semaine 17 (-10% /2019 et -20% /2018) et la vache O à 2,32 €/kg (-12% /2019 ; -22% /2018). La cotation de la génisse R, principalement destinée au marché italien, est remontée pour la 2<sup>ème</sup> semaine consécutive, à 2,90 €/kg en semaine 17 (-10% /2019 ; -13% /2018).

## Cotation polonaise du JB O

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



Afin de trouver des débouchés pour les filières exportatrices polonaises, le Ministère de l'Agriculture tente d'encourager la consommation nationale, à travers un label lancé en septembre 2019 « *Produkt Polski* ». Mais ceci risque de ne pas suffire pour la viande bovine qui est exportée à 85% et dont les Polonais ne raffolent pas, d'autant que la très modeste hausse de consommation de ces dernières années se faisait grâce à la restauration (*fast food* et *steak house*), actuellement fermée. Les experts polonais prévoient une restructuration très forte dans les secteurs du bœuf et de la volaille suite au confinement généralisé en Europe. La restructuration sera d'autant plus forte que le confinement sera long. (source : [www.portalspozywczy.pl](http://www.portalspozywczy.pl))

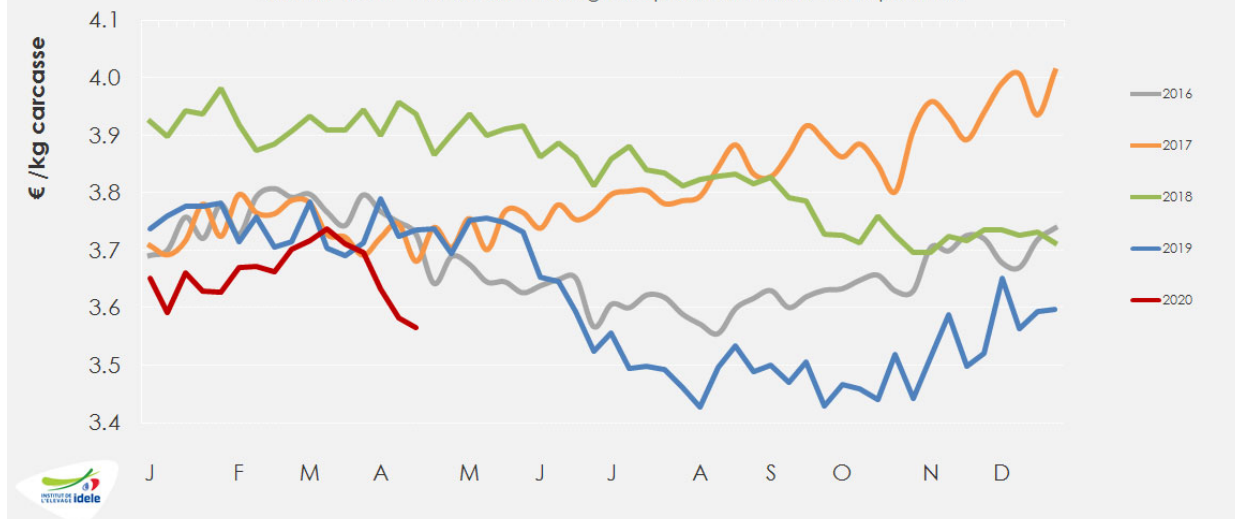
## Espagne : la baisse des prix se poursuit

En **Espagne**, la baisse des prix a été plus tardive mais elle se poursuit. Les exportations vers le bassin méditerranéen (en vif et en viande) sont le principal débouché pour les excédents de viande résultant de la fermeture de la restauration, débouché plus important qu'en France en temps normal. Si le déconfinement a commencé en Espagne, les restaurants ne peuvent faire que de la vente à emporter. Ils devront attendre le 11 mai pour commencer à asseoir des clients, uniquement en terrasse et avec des capacités d'accueil divisées par 2.

En semaine 17, la cotation du JB R3 a encore perdu 5 centimes pour tomber à 3,52 €/kg de carcasse (-6% /2019 ; -9% /2018). Celle du bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) a perdu 1 centime à 3,69 €/kg (-6% /2019 et -7% /2018).

## Cotation espagnole du JB R3

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



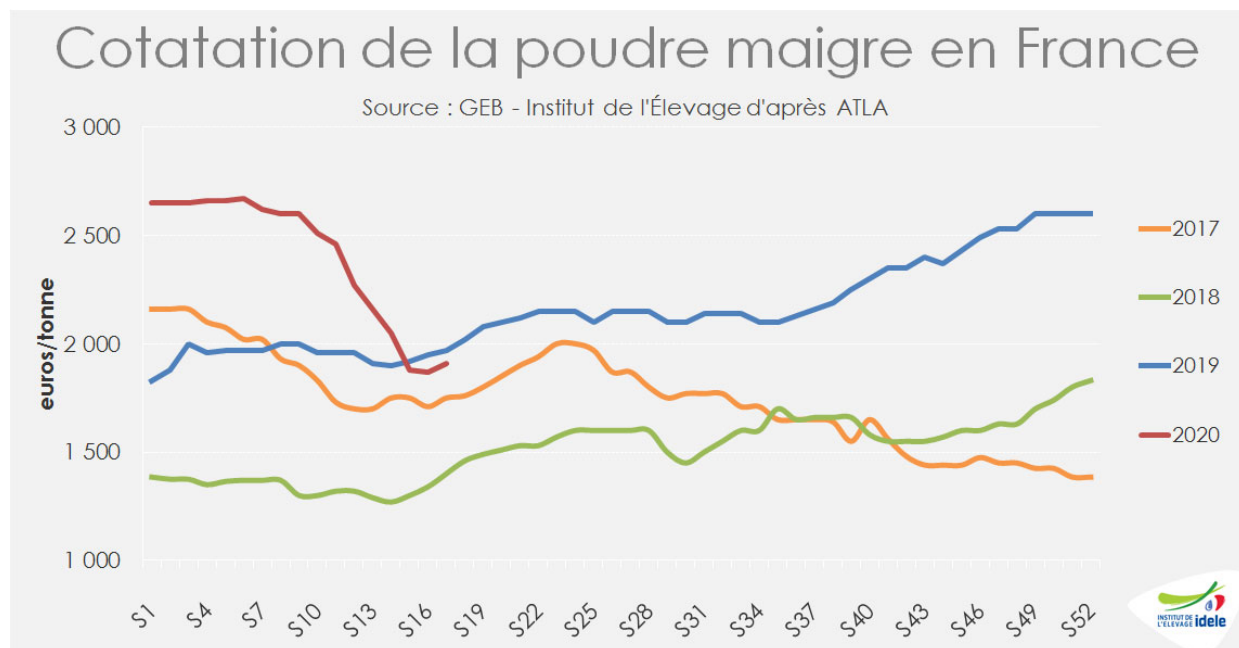
# Le Covid-19 amorce une nouvelle crise laitière

Après s'être fortement dégradés les indicateurs de marché passent à l'orange. Toutefois, l'accalmie paraît de courte durée. La production européenne restera dynamique ce printemps et bien supérieure à la demande. Les filières laitières demeurent confrontées à d'importants bouleversements des débouchés sur le marché communautaire et au ralentissement de la demande sur les pays tiers, même si les expéditions reprennent vers la Chine.

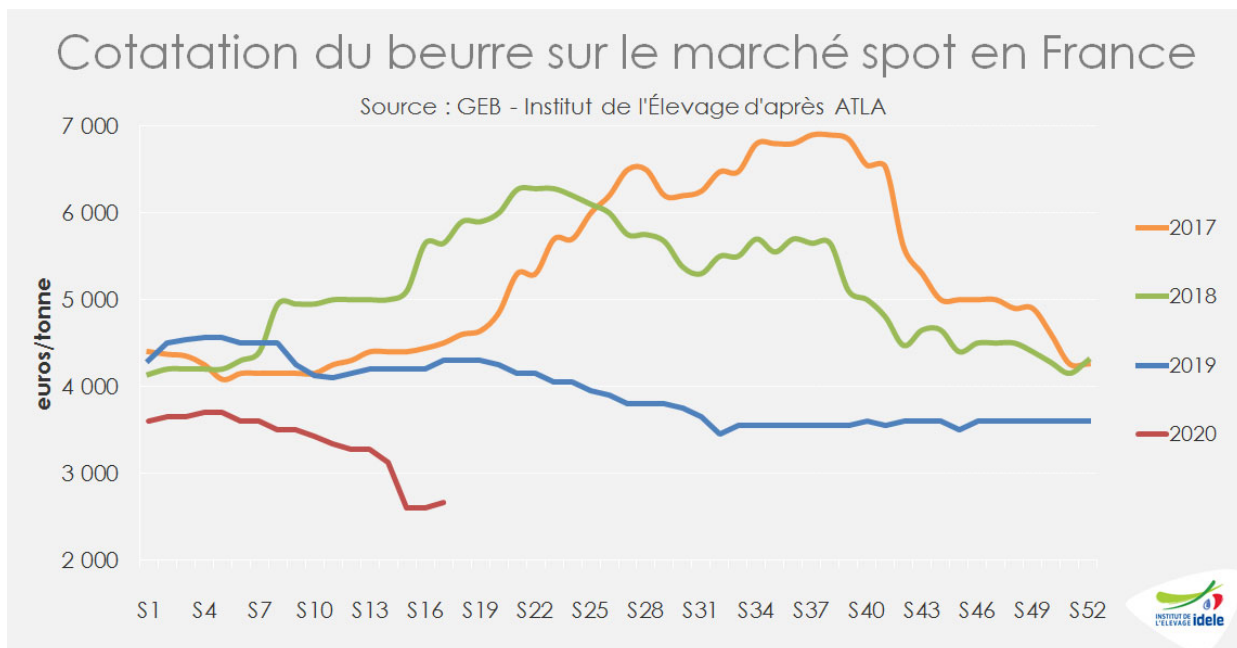
Face à l'excès de ressource laitière, les fabrications de produits de report (poudre maigre et beurre) sont relancées. La Commission européenne a réactivé l'aide au stockage privé pour encourager les laiteries à stocker et ainsi limiter l'effondrement des cours. Toutefois, les volumes en jeu sont limités. En dehors de la France et de l'Italie, peu de transformateurs laitiers incitent leurs livreurs à la modération. Sans dispositif communautaire fort d'incitation à la réduction volontaire des livraisons, l'UE s'achemine vers une crise laitière qui pourrait être bien plus longue et profonde que les deux précédentes. (Rédigé le 30 avril)

## Chute des cours stoppée... momentanément ?

Après 6 semaines de baisse, la cotation ATLA de la poudre maigre a rebondi en semaine 17 (se terminant le 24 avril), avec une hausse de 40 € d'une semaine sur l'autre à 1 910 €/t (-3% /2019). Il en est de même pour le beurre sur le marché spot dont la cotation progresse de 60 € à 2 660 €/t (-38% /2019). On peut cependant craindre que cette pause ne dure pas dans le temps, compte tenu des situations économiques dégradées de nombreux pays importateurs de produits laitiers dans le monde.



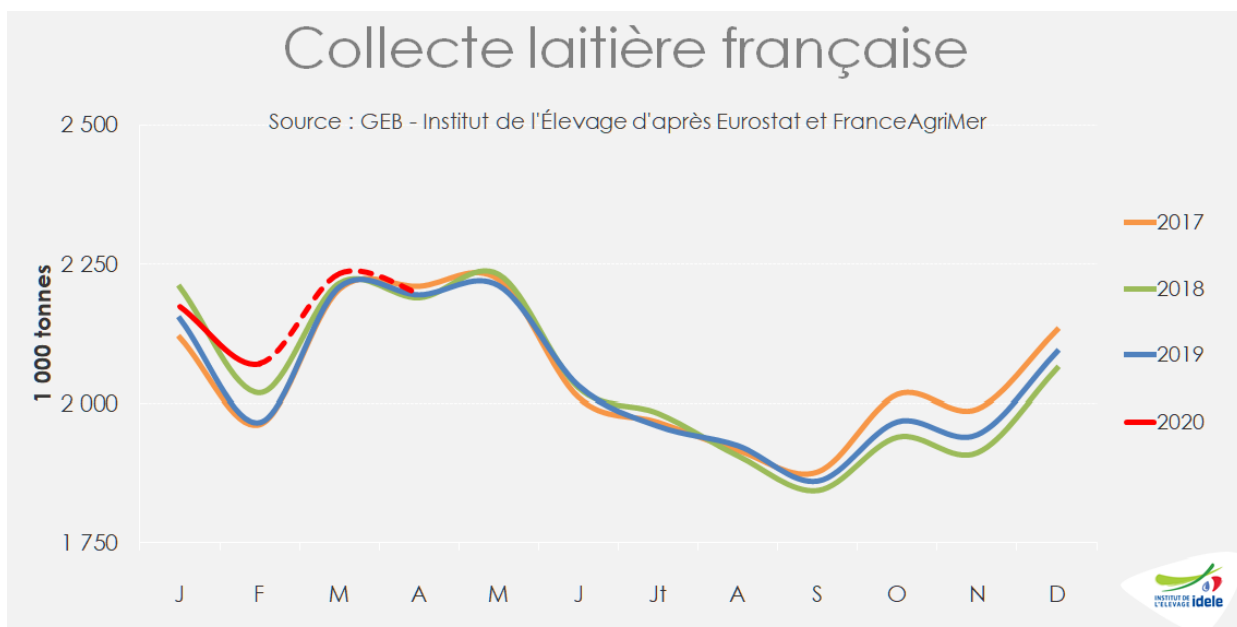
Aux États-Unis, le cours du cheddar a également mis fin à sa chute vertigineuse entamée fin mars. Il a regagné 6% en une semaine à 2 190 €/t, après avoir perdu 45% en 4 semaines. Les cours de la poudre maigre et du beurre ont cependant poursuivi leur recul.



En Nouvelle-Zélande, les enchères de Fonterra demeurent très volatiles. Après une hausse du prix du beurre et des poudres grasses le 7 avril, les résultats du 21 avril se sont conclus sur un recul des prix de tous les produits, sauf celui du cheddar qui poursuit sa hausse entamée début mars.

## Collecte en France : croissance stoppée en avril

En **France**, la collecte a poursuivi sa hausse saisonnière en avril. Cependant elle ne progresse plus d'une année sur l'autre d'après les sondages FranceAgriMer sur les trois premières semaines. Au 1er trimestre elle avait progressé de +1,2% /2019 (effet année bissextile neutralisé). La bonne qualité des fourrages et le bon prix du lait ont stimulé la production, malgré un cheptel laitier réduit d'un hiver à l'autre (-1,6% /2019).

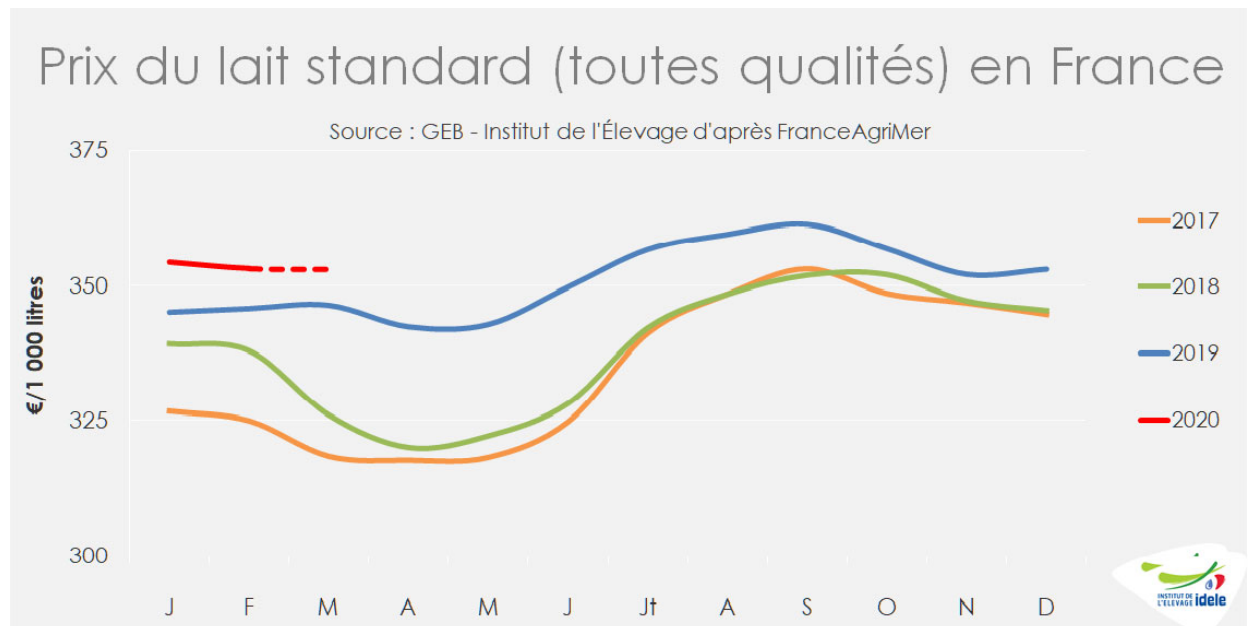


L'arrêt de la croissance en avril tient surtout à des raisons météorologiques. Les précipitations réduites depuis le confinement et les nuits fraîches début avril ont visiblement ralenti la production herbagère dans de nombreuses régions. Elles ont en revanche permis aux éleveurs de réaliser les ensilages d'herbe dans de bonnes conditions, même si les rendements ont été décevants dans les régions de l'Est (Lorraine, Bourgogne) et du Sud-Est, confrontées depuis janvier à des déficits hydriques importants.

Dans ces régions, le retour des pluies et de températures plus douces fin avril devraient relancer la pousse d'herbe, et ainsi stimuler la production au moins jusqu'au pic de lactation. Dans les bassins de l'Ouest, elle devrait se maintenir voire progresser à la faveur de bonnes conditions climatiques. Dans les montagnes de l'Est et du Massif Central, elle pourrait baisser, plus ou moins fortement selon la pluviométrie, suite aux décisions drastiques de réduction des fabrications fromagères prises par les Organismes de défense et de gestion (ODG) des AOP fromagères.

# Baisse prononcée du prix du lait à la production

Après avoir été relativement stable et plutôt élevé au 1<sup>er</sup> trimestre (353 €/1 000 l), le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) s'infléchira au printemps pour retomber à mi-chemin entre le médiocre niveau de 2018 et le bon niveau de 2019. Plusieurs groupes laitiers ont décidé de baisser le prix du lait de printemps pour inciter leurs livreurs à la modération dans leurs livraisons printanières. Par exemple Eurial, Savencia, Sodial et Terra Lacta appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. En revanche Lactalis maintient pour l'instant le prix de base inchangé.



Les éleveurs qui jouent le jeu de la modération pourront bénéficier du fonds d'indemnisation mis en place par le Cniel. Doté de 10 millions d'euros, il indemniserà les réductions de livraisons mensuelles d'avril (de -2 à -5% /2019) à un prix de 320 €/1 000 l. L'Interprofession laitière est autorisée à mettre en place un tel dispositif. Car face à la dégradation rapide des marchés des produits laitiers, la Commission européenne propose l'activation de l'article 222 de l'OCM qui autorise exceptionnellement en cas de crise grave, les OP et les Interprofessions à déroger à certaines règles de concurrence afin de prendre des mesures d'auto-organisation du marché (stabilisation).

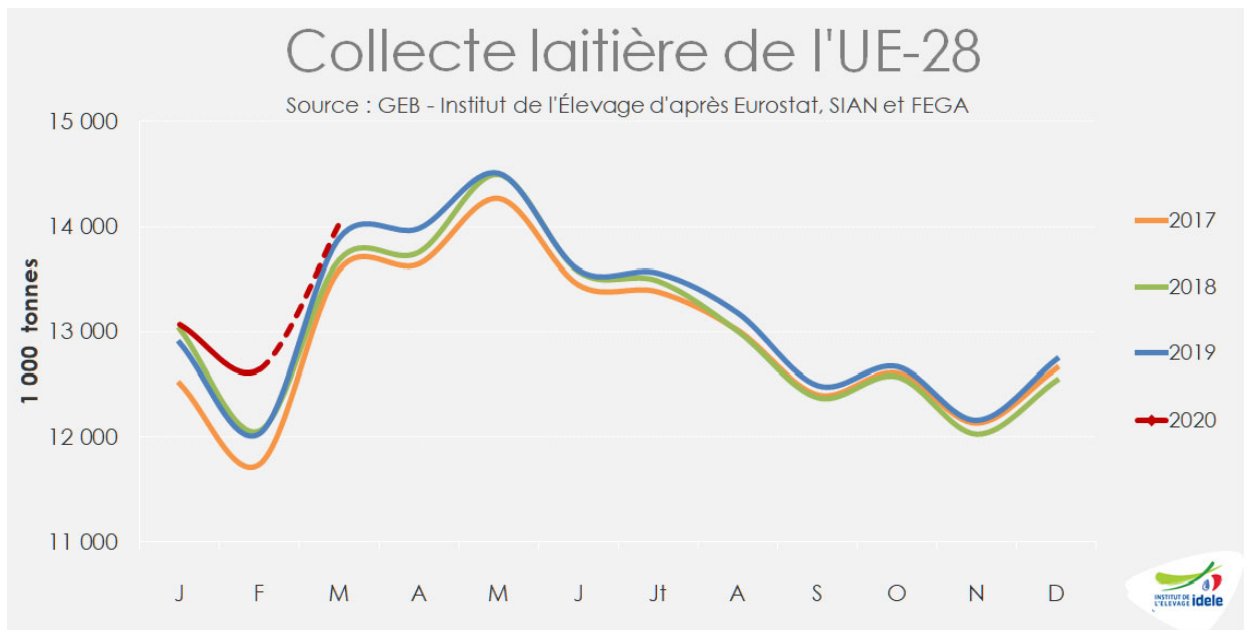
En revanche, la Commission européenne n'a pas proposé l'activation de l'article 219 qui permet la mise en place d'un dispositif européen d'incitation à la réduction volontaire des livraisons par les éleveurs, financé par le budget européen, comme en 2016 faute de demande forte des États membres.

.La Commission européenne a aussi proposé au Conseil des ministres de l'Agriculture d'activer le dispositif d'aide au stockage privé de beurre, de poudre maigre et de fromages qui sera ouvert jusqu'au 30 juin prochain. L'aide au stockage privé comprend une partie fixe complétée d'une partie variable par jour de stockage : 9,83 €/t de beurre plus 0,43 €/t/jour de stockage contractuel (90 à 180 jours) ; 5,11 €/t de poudre maigre plus 0,13 €/t/jour contractuel (90 à 180 jours) ; 15,57 €/t de fromages plus 0,40 €/t/jour contractuel (60 à 180 jours). La Commission européenne a débloqué 30 millions euros dont 6 M€ pour 90 000 t de poudre maigre, 14 M€ pour 140 000 t de beurre et 10 M€ pour 100 000 t de fromages dont le volume est pré-ventilé entre pays (21 726 t pour l'Allemagne, 18 394 t pour la France, 12 654 t pour l'Italie...).

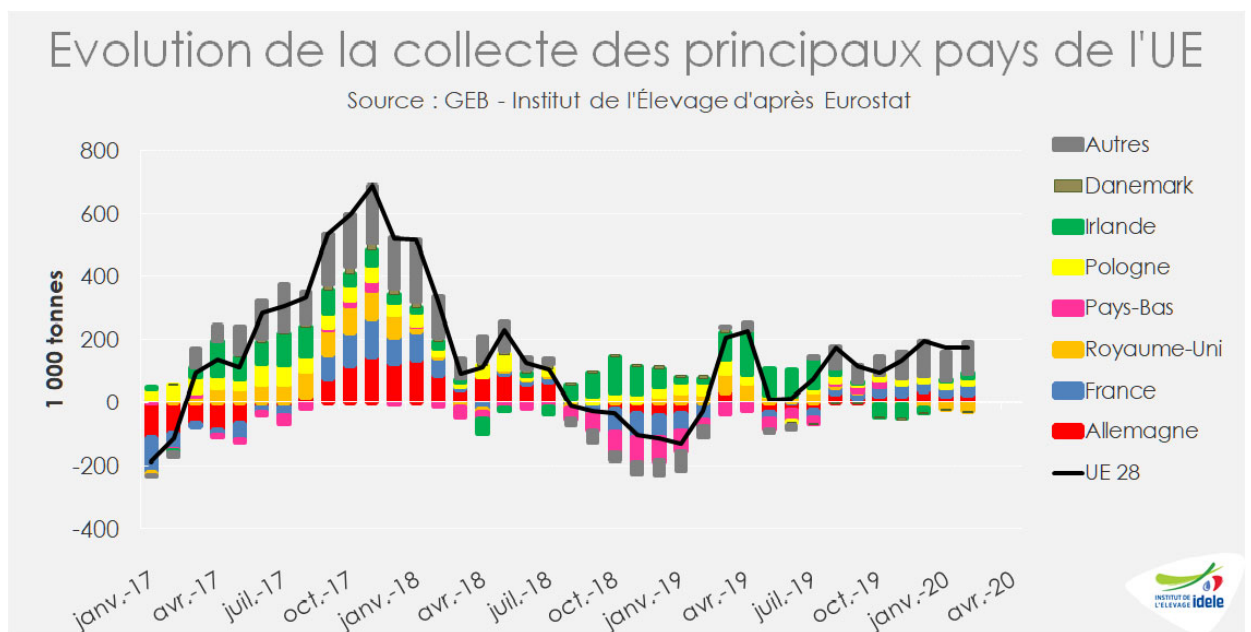
Les budgets et les volumes en jeu sont relativement faibles. Ils pourront soulager les trésoreries des laiteries qui vont devoir fabriquer davantage de beurre/poudre maigre pour faire face d'un côté à la hausse attendue de la collecte européenne et de l'autre au ralentissement la demande. Les volumes beurre et de poudre maigre aidés représenteront au plus 20% des fabrications de ces deux ingrédients au sein de l'UE.

## Collecte européenne trop dynamique

Au 1<sup>er</sup> trimestre la collecte de l'UE-27+UK a progressé vigoureusement, de +1,4% /2019 d'après nos estimations après neutralisation de l'effet année bissextile. Cette croissance repose sur une évolution positive dans les ¾ pays membres.



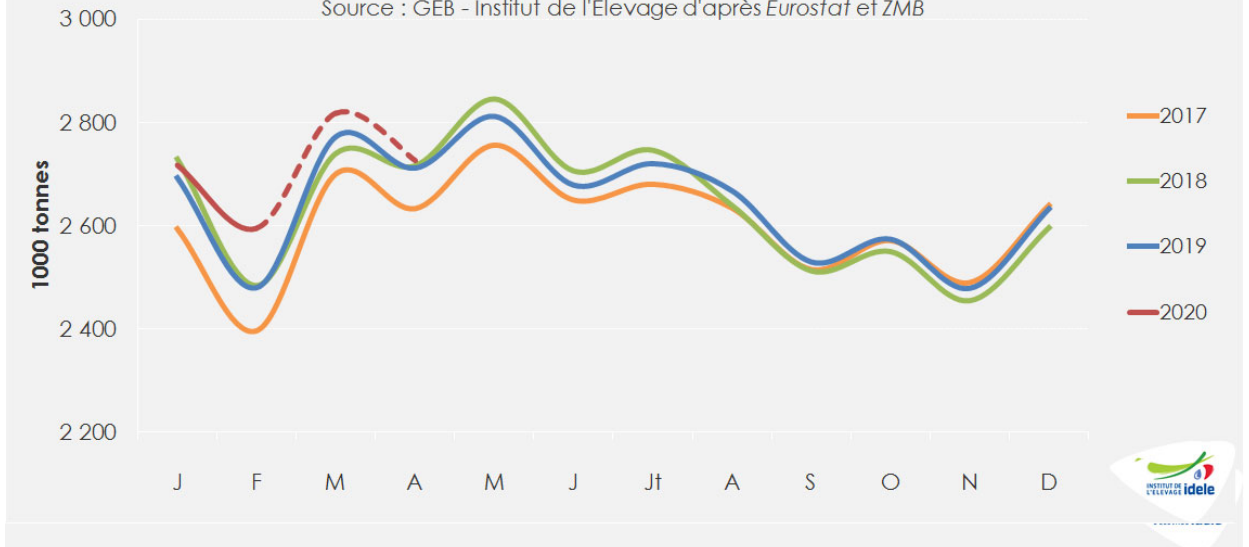
Au 2<sup>nd</sup> trimestre, la production européenne continuera de progresser à un rythme plus modéré, aux alentours de +1% d'une année sur l'autre, auquel cas les volumes supplémentaires accentueront le déséquilibre entre l'offre et la demande amorcé depuis le confinement.



En **Allemagne**, après une hausse de +1,2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les livraisons de lait connaissent un ralentissement depuis la fin du mois de mars. Alors que la hausse se chiffrait à +2% /2019 sur les 3 premières semaines du mois de mars, elle n'est plus que de 0,4% sur les 3 semaines suivantes. Non seulement, l'impact des mesures visant à limiter la propagation du Coronavirus impacte la production, mais le pays connaît en outre des conditions météorologiques très sèches et même un début de sécheresse dans certains Länder.

# Collecte laitière allemande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

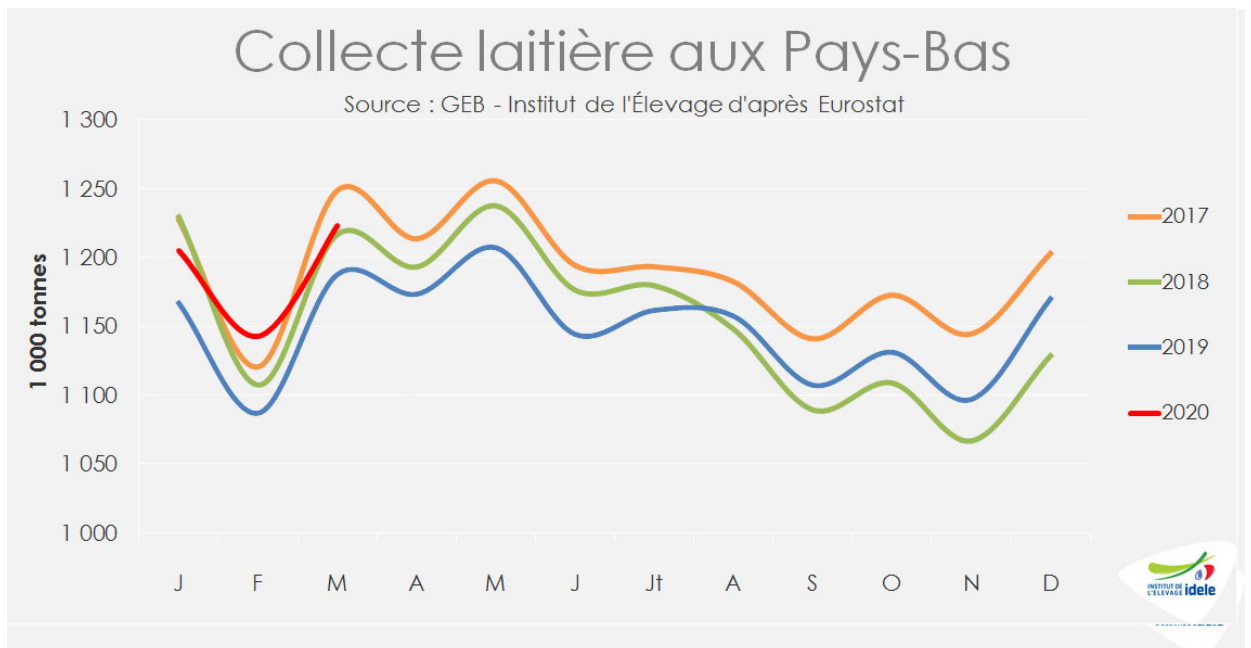


Stable au 1<sup>er</sup> trimestre, le prix du lait à la production devrait fléchir plus rapidement qu'en France au 2<sup>nd</sup> trimestre. Il s'établissait à 315 €/1 000 l pour le lait conventionnel ramené à 38 g/l de MG et 32 g/l de MP. Certaines petites laiteries et fromages confrontées, comme en France à la fermeture de la RHD, incitent leurs livreurs à lever le pied. Cependant l'impact s'annonce limité tant que les coopératives du Nord n'envoient pas de message de modération.

La collecte est en revanche stable au **Danemark** où Arla privilégie désormais la création de la valeur à la croissance des volumes, même si la coopérative ne limite pas formellement ses sociétaires. Elle a cependant annoncé une baisse du prix de 10 € pour le mois de mai, à 340€/1 000 l.

Au **Royaume-Uni**, la collecte laitière, déjà orientée à la baisse au 1<sup>er</sup> trimestre, a sensiblement fléchi en avril, de -2,5% /2019 sur les trois premières semaines d'après AHDB, notamment pour cause de non collecte. Des éleveurs ont en effet dû jeter du lait à la fosse faute de débouché. Près de 1 million de litres auraient ainsi détruits. De plus AHDB estime qu'un autre million de litres a été collecté et détruit après écrémage, faute de pouvoir être séché et transformé en poudre maigre. Alors que la demande de certaines entreprises laitières aux éleveurs de réduire leur production se poursuit, la filière a demandé au gouvernement de mettre en œuvre un programme national volontaire de réduction de la production, entièrement financé et géré par l'État. La crise laitière s'aggrave de semaine en semaine. Le nombre d'éleveurs en difficulté financière progresse tandis que les gros transformateurs revoient leurs prix. Müller a ainsi déclaré fin avril son intention de revenir sur la hausse prévue de 1 pence/litre pour le mois de mai et Arla a indiqué procéder à une baisse de son prix payé aux éleveurs de 0,9 pence/litre (1 cent/litre) en mai.

Aux **Pays-Bas**, la production laitière est redevenue dynamique (+3% /2019 au 1<sup>er</sup> trimestre) grâce à un cheptel stabilisé et un prix bien orienté cet hiver. Elle ne devrait pas mollir ce printemps, même si FrieslandCampina a réduit le prix du lait garanti de 36 € (4,42% de matière grasse et 3,57% de protéines) dans le sillage de la baisse des cours du beurre, des protéines et du lactosérum. Ramené à 330 €/t en mai, il est désormais 23 € sous son niveau de l'an dernier à pareille époque et affiche son plus bas niveau depuis 2016. La coopérative ne demande pas à ses sociétaires de lever le pied. En revanche elle met en avant ses dons en produits laitiers aux banques alimentaires et incite ses sociétaires à en faire autant en faveur des ménages les plus démunis. A l'inverse, la coopérative Eko Holland, qui collecte et transforme du lait biologique essentiellement destiné au marché intérieur, a demandé à ses 180 éleveurs de réduire leur livraisons de 10 à 20% pour éviter une baisse des prix.



En **Irlande**, la nouvelle campagne laitière démarre fort avec un cheptel étoffé et un prix du lait stimulant au 1<sup>er</sup> trimestre (à 330 €/1 000 l le prix de base) malgré les baisses de 2cts/l du prix en mars par les principaux transformateurs Glanbia, Kerrygold et Lakelands. Après une croissance de +3% /2019 au 1<sup>er</sup> trimestre, la collecte devrait atteindre un nouveau sommet au pic de lactation (mai et juin) d'autant plus si les conditions climatiques sont propices à la production herbagère. Les transformateurs redoutent de ne pouvoir absorber l'afflux de lait au pic faute de personnel et de capacité de transformation suffisante.

De même en **Pologne**, la météo, avant même le prix du lait, est le principal facteur qui altère le dynamisme de la production laitière qui a poursuivi sa croissance cet hiver (+2,2% /2019) aidée par bon un prix du lait (323 €/t). Celui-ci devrait fortement fléchir ce printemps dans le sillage des cours des commodités laitières. Le gouvernement polonais a notamment publié la liste de 12 entreprises qui importent du lait de République Tchèque, d'Allemagne, de Slovaquie et de Lituanie, précisant que ces achats «limitent les ventes des agriculteurs polonais » et a appelé au patriotisme économique.

En **Italie**, la situation reste particulièrement tendue avec des prix à la production en net repli. En mars, le prix moyen en Lombardie a perdu 10 € par rapport à février, à 375 €/1 000 l. Il se situe ainsi 30 € sous son niveau de l'an passé (-7%). Depuis l'automne, les filières fromagères AOP étaient déjà mises sous pression avec de moindres débouchés à l'export. Elles sont aujourd'hui plus impactées encore. A 8,21 €/kg sur avril, le prix du Parmiggiano-Reggiano 12 mois à Milan est ainsi retombé à des bas niveaux qui n'avaient plus été atteints depuis juillet 2016. Il a cédé 1 € depuis janvier (-11%).

En plus de l'aide au stockage privé dont va bénéficier la filière transalpine, de nombreuses régions ont d'ores et déjà pris des dispositions spécifiques pour soutenir la filière, à l'image de la Lombardie qui soutient une campagne de communication sur les fromages AOP (« Je mange lombard ») à hauteur de 3 M€.

## Demande croissante des ménages

En France comme dans tous les pays confinés, les achats des ménages de produits alimentaires, dont les produits laitiers, ont bondi en mars et avril. Selon IRI-Cniel, la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce) a accru de 40% ses ventes de beurre et de crème, de 35% celles de laits conditionnés, de 18 à 20% celles d'ultra-frais et de près de 30% celles de fromages vendus au rayon libre-service sur les semaines S11 à S15. Les achats totaux de fromages par les ménages ont moins progressé du fait de la chute des ventes de fromages, surtout AOP, dans les rayons traditionnels et sur les marchés. La hausse des achats des ménages en produits laitiers a visiblement plus que compensé en volume la chute de consommation en RHD.

En Europe, les reports de consommation sont du même ordre. Toujours selon IRI, les achats de produits laitiers par les ménages auraient progressé d'une année sur l'autre de 32% en Italie, de 26% en Allemagne, 19% aux Pays-Bas, 16% en Espagne sur dix semaines (début février à pâques). Ces reports de consommation ne semblent pas compenser totalement la perte de débouchés des transformateurs dans la RHD.

Dans le même temps, le commerce extérieur, intra-communautaire comme extra-communautaire, est fortement ralenti. Mais faute de données douanières sur mars et avril, nous ne pouvons pas encore en évaluer précisément l'ampleur. Ce sont d'abord des problèmes logistiques (contrôles sanitaires aux frontières, pénurie de chauffeurs) qui ont ralenti et entravé les échanges. Ensuite le ralentissement de la demande internationale et la logique des renationalisations des approvisionnements au sein de l'UE ont freiné l'activité commerciale.



# Tassement des exportations françaises début 2020

Sur janvier et février 2020, le commerce extérieur de la France en produits laitiers a plutôt marqué le pas. D'un côté les exportations ont reculé de -2% /2019 à 1,58 milliard d'euros, et de l'autre les importations ont fléchi de -5% à 861 millions €. Soit un excédent en hausse de +2% à 716 millions d'euros.

L'excédent commercial en fromages s'est dégradé de -13% /2019 en valeur, sous l'effet d'exportations qui ont marqué le pas (-2% en valeur comme en valeur) en raison d'une chute des ventes sur pays tiers (-15% en volume) et d'importations qui ont bondi surtout en provenance d'Allemagne (+15%), notre deuxième fournisseur, suivi des Pays-Bas. (+4% toujours 1<sup>er</sup> fournisseur en volume) et de l'Italie (+5%, 3<sup>ème</sup> fournisseur en volume mais premier en valeur).

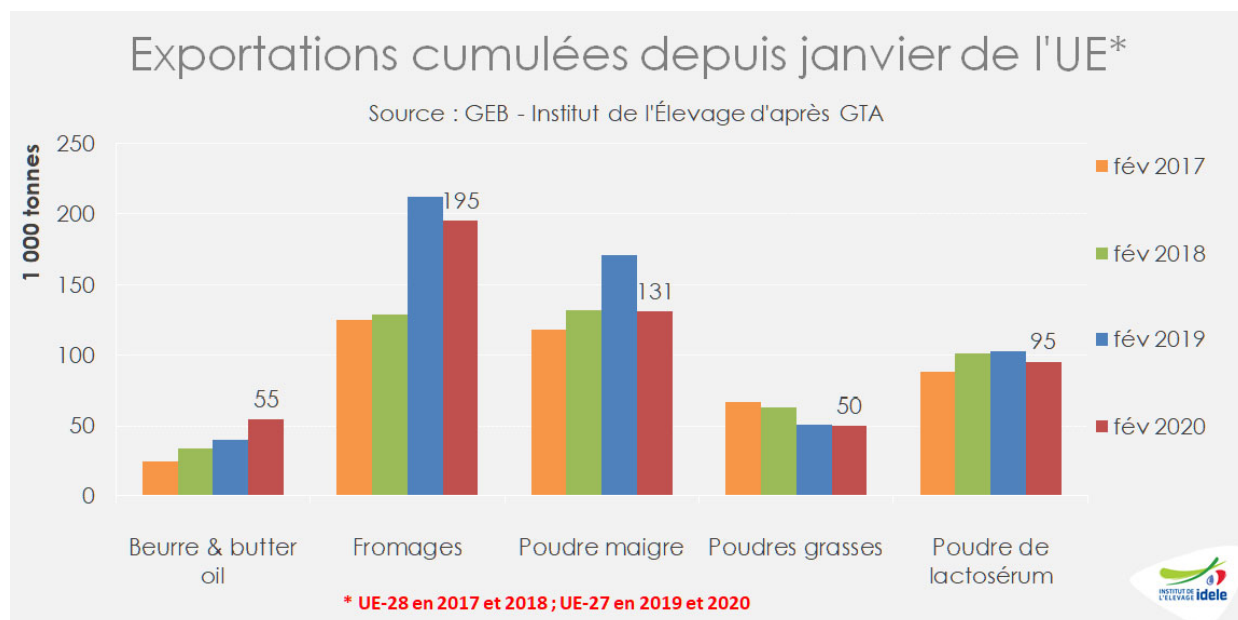
Le déficit commercial en matière grasse laitière s'est en revanche réduit de près de moitié du fait d'un ralentissement plus rapide des importations (-31% en valeur) que des exportations (-14%).

L'excédent commercial en ingrédients secs a progressé de +21% à +182 millions € surtout à la faveur du redressement des cours, tandis que les volumes exportés et importés ont baissé, respectivement de -8% et 14%.

Enfin, les exportations de poudre de lactosérum ont fléchi de -10% à 42 000 t essentiellement -27% vers la Chine (-27% à 20 600 t), recul qui a été partiellement compensé par la hausse des ventes aux Pays-Bas et à la Belgique (+15% et +28%).

## Ralentissement des exportations européennes sur pays tiers début 2020

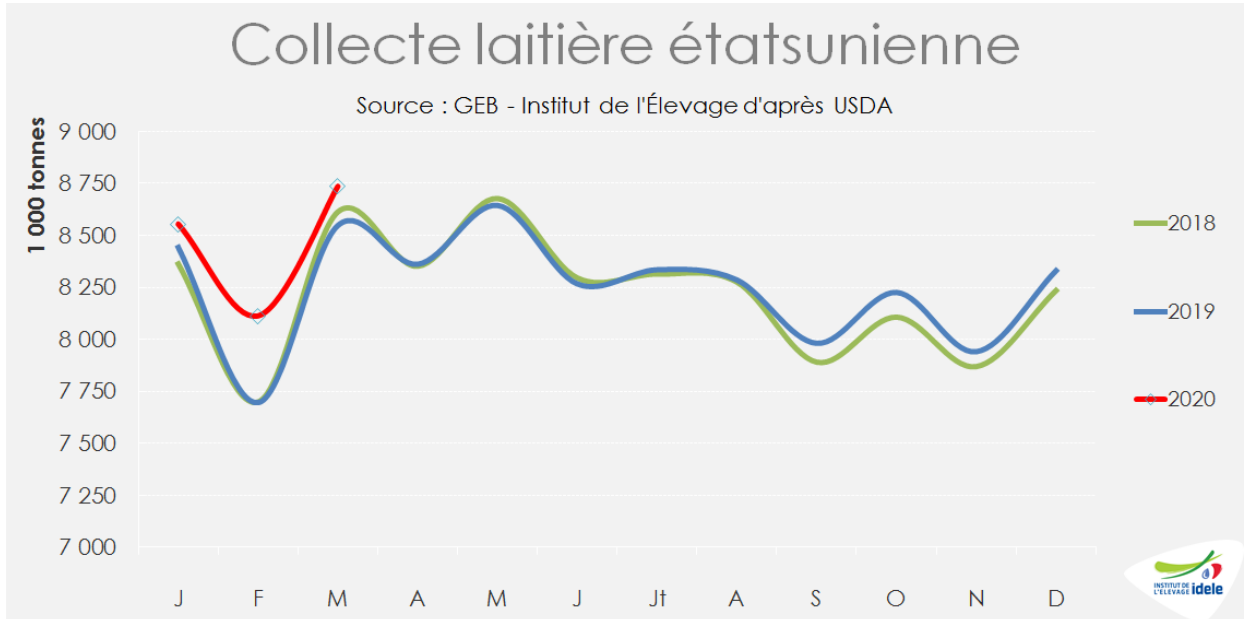
A l'exception du beurre, les exportations de produits laitiers de l'UE 27 ont reculé sur les deux premiers mois de l'année. Portés par la hausse des achats de la péninsule arabe (Arabie Saoudite et Émirats Arabes Unis) et de l'Asie (Chine, Japon et Corée) qui ont surcompensé le recul de Royaume-Uni et des États-Unis, les envois de beurre ont progressé de 36% /2019.



A l'inverse, les expéditions de poudre maigre ont reculé de 23% par rapport au pic de 2019 qui avait été abondé par les ventes des stocks de poudre communautaires. Mais le repli des exportations touche également les fromages (-8% /2019) qui s'explique par une chute des achats du Royaume-Uni (-40%) et une baisse de ceux du Japon (-9%) que ne sont pas parvenus à compenser les hausses enregistrées vers les États-Unis (+16%), la Corée du Sud (+53%) et l'Ukraine (x2,5). Les exportations de poudre de lactosérum ont également reculé de 7% /2019.

## Les États-Unis sortent l'artillerie lourde

Aux **États-Unis**, la production laitière était dynamique avant la crise laitière (+2,2% /2019 sur le troisième mois de l'année et de +2,9% sur le 1<sup>er</sup> trimestre) et le cheptel était en expansion avec 5 000 têtes de plus d'un mois sur l'autre à 9,38 millions vaches au 1<sup>er</sup> mars.

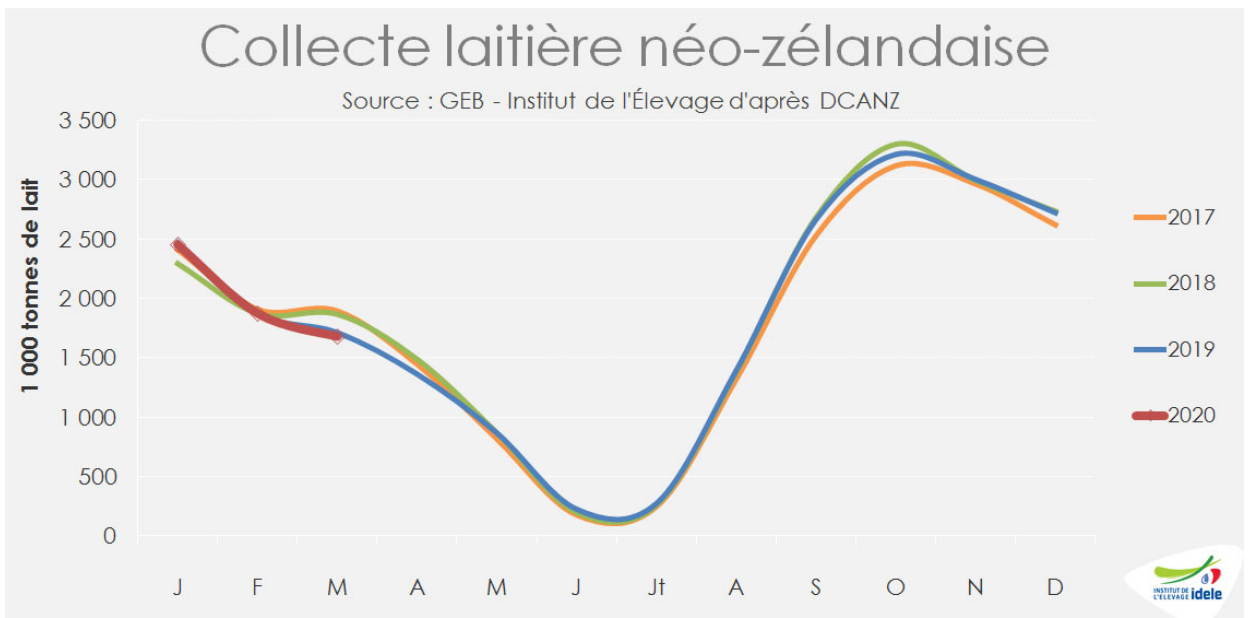


L'USDA a publié mi-avril un plan de soutien au secteur agricole de 19 milliards de dollars. 16 milliards seront versés aux agriculteurs dont 2,9 milliards aux éleveurs laitiers pour compenser les pertes liées aux baisses de prix. Les producteurs laitiers recevront une compensation équivalente à 85% des pertes survenues entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 avril 2020, et à 30% après le 15 avril, dans la limite de 125 000 US\$ par production et 250 000 US\$ par exploitation. Le lait produit et jeté par les éleveurs pourra également bénéficier de cette aide.

En outre, l'USDA s'associera à des distributeurs régionaux et locaux affectés par la fermeture de nombreux restaurants, hôtels et autres entités de restauration, pour acheter 3 milliards de dollars de produits frais, de produits laitiers et de viande. 100 millions de dollars de produits laitiers seront ainsi achetés chaque mois. Les distributeurs et les grossistes fourniront ensuite une boîte de produits frais, de produits laitiers et de viande aux banques alimentaires et autres organisations à but non lucratif.

## La Nouvelle-Zélande moins exposée à court terme

La **Nouvelle-Zélande** a enregistré un nouveau recul de la production en volume en mars (-1,9%/2019), conséquence de conditions météorologiques très sèches. La production en MSU est cependant demeurée stable. Sur les dix premiers mois de la campagne, la production en volume recule de 0,9% par rapport à la précédente campagne.



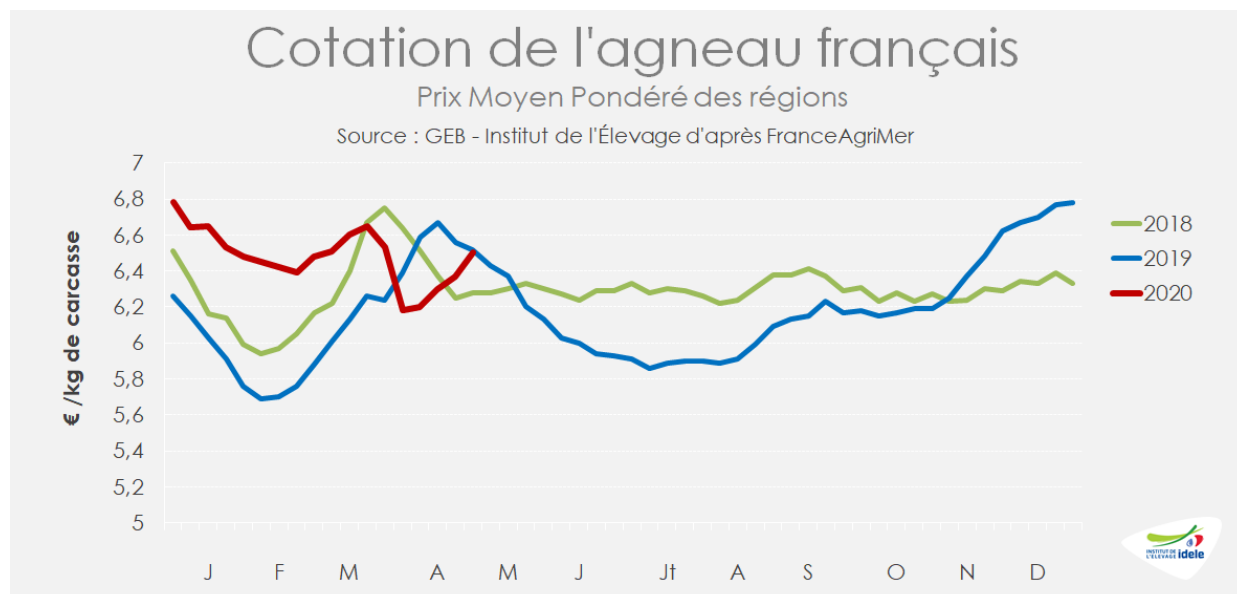
Fonterra a maintenu sa prévision de prix à 7,00-7,60 NZ\$ par kg de MSU pour la campagne 2019/2020, mais a averti ses éleveurs d'une possible baisse pour la campagne 2020/21. Toutefois, l'inquiétude est pour l'instant contenue. D'une part, les éleveurs néozélandais ont bénéficié de bons revenus ces dernières années, leur permettant de faire face à une relative baisse des cours. D'autre part, la dépréciation du dollar néozélandais face au dollar étatsunien depuis le début de l'année 2020 (-11% entre début janvier et fin avril) accroît la compétitivité des produits de l'archipel sur le marché international. Enfin, Fonterra aurait déjà contractualisé une grande partie des volumes de la campagne à venir.

# Situation de la filière ovin viande au 7 mai 2020

En France et au Royaume-Uni, la situation reste inhabituelle : les cours rebondissent après Pâques. Début mai, la cotation des agneaux irlandais a en revanche chuté, illustrant un engorgement du marché. En Espagne, d'importants envois de vifs vers les pays arabes, pour le Ramadan, soulagent ponctuellement les éleveurs. En Océanie, tandis que la cotation australienne continue de s'apprécier malgré un impact certain du Covid-19 sur les exports, le cours néozélandais poursuit sa chute.

## France : la cotation continue de croître après Pâques

En semaine 17 (se terminant le 26 avril), l'offre limitée fait progresser le **PMP de l'agneau français**, à 6,37 €/kg soit + 7 centimes d'une semaine sur l'autre. La situation est toujours très inhabituelle : le moindre recours aux viandes importées pour valoriser l'agneau français a semble-t-il provoqué une chute des disponibilités supérieure à la baisse de la demande. En outre, la production nationale d'agneaux est estimée en baisse cette année. En semaine 18, l'offre est restée limitée et la préférence nationale est toujours en vigueur chez la plupart des détaillants : la cotation, qui a gagné 13 centimes en une semaine, à 6,50 €/kg, rejoint son niveau de l'an passé.



Selon les détaillants, les **achats** des semaines 16 et 17 auraient été en-deçà des attentes, particulièrement chez les bouchers détaillants où les clients auraient privilégié le porc et la volaille. La météo pluvieuse sur la moitié sud de la France limite les achats de grillades.

Pour les abatteurs, ces deux semaines ont été correctes bien qu'ils aient fait face à quelques difficultés pour fournir leurs clients en agneaux français. En effet, les distributeurs n'avaient jusque-là pas repris les importations pour continuer de vendre du français mais ils auraient alors eu des difficultés à répondre à la demande des consommateurs. Contrairement aux craintes, il n'y aurait pour le moment **plus de reports** d'une semaine sur l'autre en bergerie. On s'attendait à ce que certains agneaux surnuméraires sortent après Pâques (retenus en fermes pour ne pas alourdir le marché) mais ça ne semble pas être le cas. Les agneaux d'herbe ne sont pas encore sortis mais sont attendus de pied ferme.

Selon les données d'*Interbev* (Ovinfos : échantillon = plus de 80% des notifications entrée abattoir en France), les **abattages** de la semaine 17 furent meilleurs que ceux de la semaine 16. Ils sont en hausse, de respectivement +4% et +10%, par rapport aux semaines S+1 et S+2 après Pâques en 2019: **les deux premières semaines du Ramadan animent quelque peu le commerce malgré le confinement**. Les abattages de cet échantillon en semaine 18 sont en baisse par rapport à la semaine 18 de 2019 (aussi une semaine de 4 jours), illustrant une offre française en recul.

Face aux faibles disponibilités en viande française (le made in France ne suffit pas à fournir la demande, pourtant en recul avec le confinement), les distributeurs pourraient avoir à nouveau davantage recours aux importations afin d'approvisionner leurs rayons.

Les achats d'agneaux espagnols perdureraient (5 000 agneaux importés très récemment), mais pas de quoi déstabiliser le marché.

# Espagne : situation compliquée pour le secteur des petits ruminants

Selon la *DG Trésor*, à ce jour, les secteurs agricole et agroalimentaire espagnols maintiennent dans leur ensemble leurs activités : la circulation des marchandises et des animaux vifs persiste et l'approvisionnement des commerces alimentaires de détail est sécurisé. Les prix de vente aux consommateurs sont globalement stables, mais les effets de la crise sont très hétérogènes selon les filières. En ovin viande, suite à la fermeture de la RHD (canal de distribution primordial pour la filière), l'Espagne fait face à d'importants stocks de viande en frigo et sur pied en élevage.

Les expéditions de bétail vivant, principalement vers les pays du pourtour méditerranéen, sont jugées essentielles, selon *El País*. Seuls ces pays sont preneurs d'ovins qui se sont alourdis faute d'avoir été commercialisés normalement.

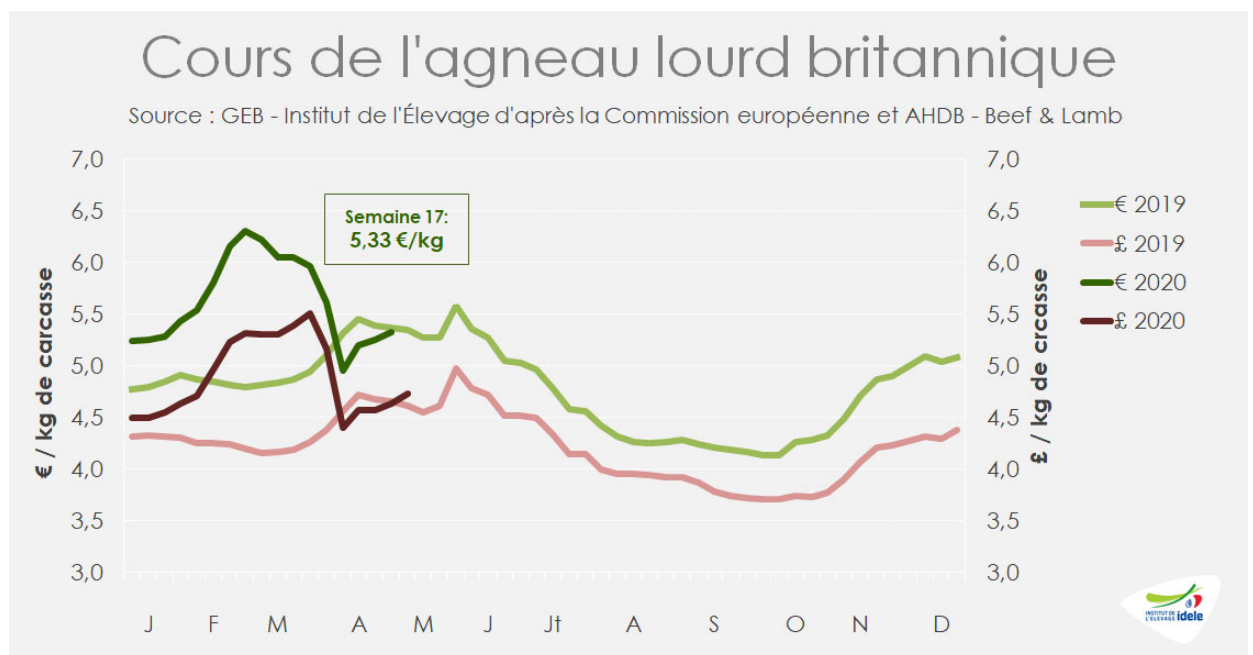
Les exportations d'agneaux vifs ont été conséquentes en avril, vers l'Arabie Saoudite (21 500, un record) et vers la Jordanie.

De janvier à fin avril, le port de Tarragone (l'un des deux ports espagnols autorisés par le Ministère de l'Agriculture à charger du bétail sur pied) a enregistré un bond d'activité avec près de 94 000 ovins exportés, contre 20 000 en 2019 sur la même période (source : *PortalPortuario*).

# Royaume-Uni : la distribution n'a pas compensé la perte de la RHD

Selon *AHDB*, les ventes supplémentaires de viande rouge aux ménages sont loin de compenser la chute d'activité avec la RHD. En effet, au Royaume-Uni, malgré des ventes au détail plus élevées, la demande globale en viande rouge, dont la viande ovine, est désormais inférieure à ce qu'elle était avant le confinement lié au coronavirus. L'assouplissement du confinement pourrait entraîner une augmentation des ventes d'agneaux, mais le Royaume-Uni continue de faire face à une augmentation des cas de Covid-19.

En semaine 17, le prix de la carcasse est toujours en hausse, après avoir chuté pour Pâques. Bien que les agneaux de la nouvelle saison aient commencé à entrer sur le marché, un nombre réduit de ventes aux enchères et des déficits de la demande n'ont pas réussi à améliorer sensiblement l'approvisionnement britannique, expliquant potentiellement ce soutien de la cotation.



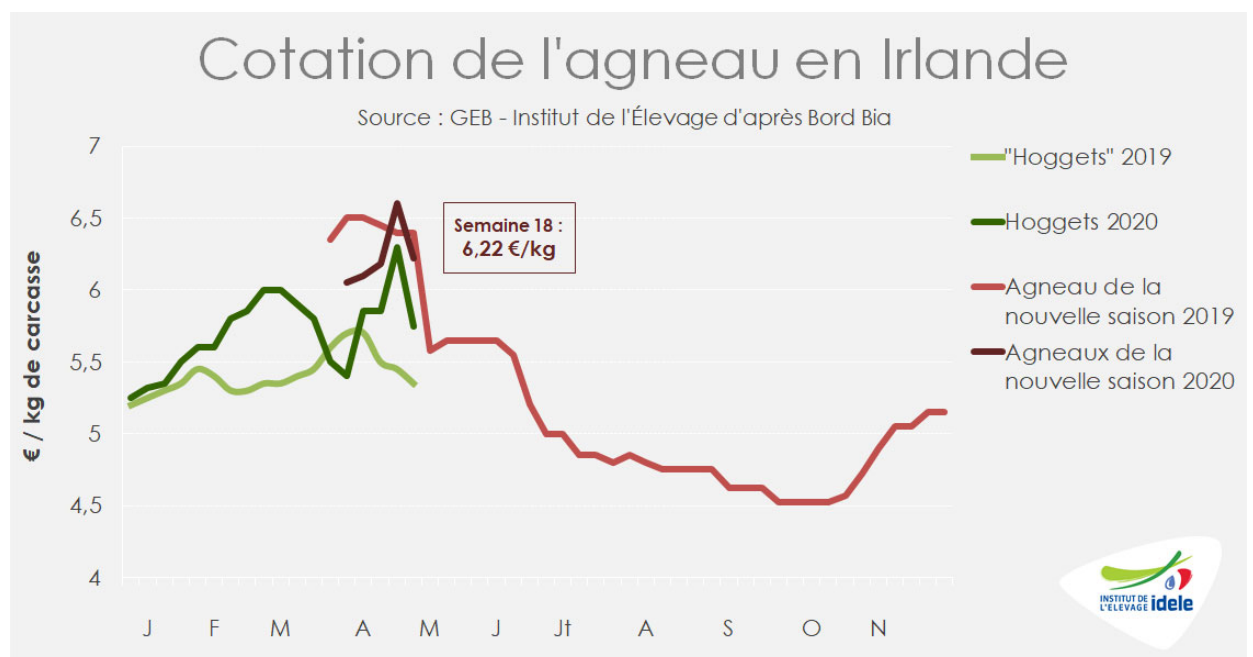
Selon *Farming UK*, l'épidémie de Covid-19 a aussi perturbé les exportations, ce qui a contribué à une baisse des prix des ovins. Les usines de transformation n'ont pas fermé, bien que beaucoup aient ralenti la cadence, selon Stuart Ashworth, directeur des services économiques chez *Quality Meat Scotland* (QMS).

# Irlande : après une hausse post-Pâques, les cours s'effondrent début mai

Selon l'*Irish Farmer Journal*, début mai, le commerce se stabilise, comme la demande des abattoirs.

Les acheteurs ont été relativement actifs au cours du week-end de la semaine 18 pour sécuriser les achats d'agneaux de printemps dans le but de compenser la baisse des disponibilités en *hoggets*, « agneaux » de plus d'un an. Le commerce des ovins démarre la semaine 19 de manière stable, après la forte baisse des prix enregistrée la semaine précédente. Il ne semble pas que la hausse des cours reprenne de sitôt : selon les transformateurs l'offre reste abondante, surtout en agneaux de printemps, mais c'est la demande qui pose problème. Le Ramadan ne semble pas avoir tiré suffisamment les achats à l'export.

De janvier à avril, les effectifs d'ovins abattus ont été supérieurs de 121 000 têtes d'une année sur l'autre, ce qui a davantage pesé sur le marché et fait baisser la cotation. L'Irlande pourrait éventuellement bénéficier de la mise à disposition par l'Union européenne d'aides au stockage privé (APS) pour la viande ovine prochainement.



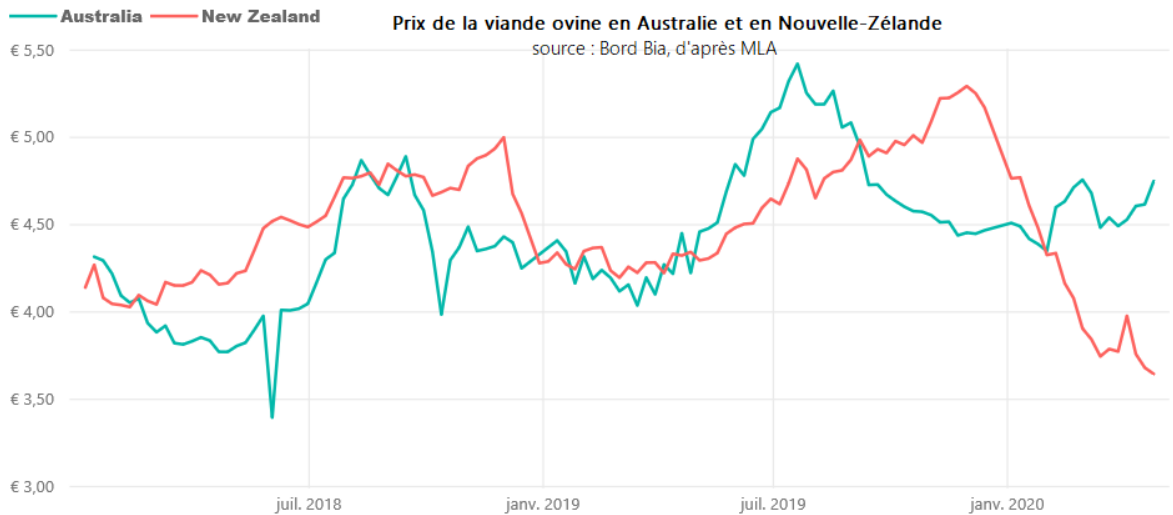
En Irlande, des clusters associés à des usines de transformation de viande ou de désossage ont été identifiées fin avril, a selon le Ministre de l'Agriculture irlandais. La société *Dawn Meats* a rapporté avoir stoppé les opérations sur l'un de ses sites, après que quelques travailleurs aient été testés positifs. Toutefois, l'activité a été globalement maintenue dans les secteurs de la viande porcine, de l'agneau et de la volaille au cours des dernières semaines.

## Nouvelle-Zélande : la chute des cours se poursuit

Les prix de l'agneau de Nouvelle-Zélande devraient toutefois trouver un soutien à mesure que l'offre se resserre et que la forte demande chinoise commence à se reconstruire.

*AgriHQ* signale que les coûts de transformation élevés et l'incertitude de la demande sur les marchés d'exportation de grande valeur ont été le moteur principal de cette baisse de la cotation néozélandaise. Les conditions météorologiques, sèches, et les niveaux saisonniers élevés de l'offre ont complété la baisse des prix. Les prix de la poitrine et des quartiers avant d'agneau se sont raffermis en Chine, alors que le pays commence à montrer des signes de reprise. Cependant, comme pour les exportateurs australiens, la fermeture de la restauration aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans l'UE reste un défi.

Fin avril/début mai, les conditions de confinement se sont assouplies en Nouvelle-Zélande, ce qui devrait aider à relancer la consommation. En règle générale, les prix de l'agneau de Nouvelle-Zélande atteignent leur plus bas niveau à cette période de l'année.



## Australie: probable chute de la production en vue d'une reconstitution du cheptel ovin

Selon *Meat and Livestock Australia* (MLA), les pluies récentes ont poussé de nombreux éleveurs australiens à débuter la reconstitution de leur cheptel ovin, tombé à un niveau historiquement bas. La réduction des abattages depuis le début de l'année reflète cette décision générale, maintenant que la saison est terminée.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les exportations de viande ovine sont restées stables, malgré l'incertitude causée par la pandémie de Covid-19, selon le *MLA*. La Chine offre un certain soutien, tandis que la fermeture de la restauration sur d'autres marchés clés comme les États-Unis a réduit la demande en viande ovine australienne. Cela affecte en premier lieu les découpes à plus haute valeur vendues à la restauration commerciale aux États-Unis

Selon *Rabobank*, le niveau historiquement bas du cheptel ovin australien compenserait l'impact du Covid-19 sur la filière: compte-tenu de la situation d'approvisionnement en Australie, il n'y aura probablement pas de baisse spectaculaire des prix à moins que la situation ne se dégrade fortement et que plusieurs installations de transformation ferment en raison de l'épidémie de Covid-19. De plus, la faiblesse du dollar australien, malgré une récente hausse, soutient l'industrie locale dans un contexte économique mondial ralenti.

# Le confinement met en grave difficulté les producteurs de chevreaux

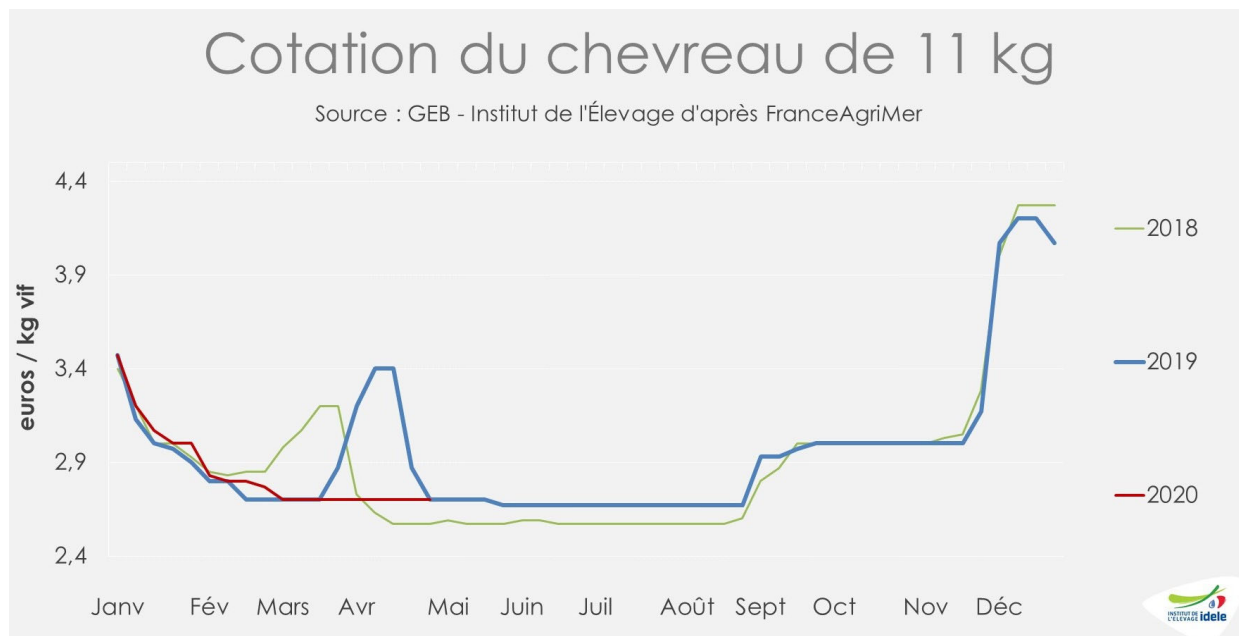
Les mesures de confinement, généralisées en France mais aussi au Portugal et en Italie quelques semaines avant les fêtes pascales, ont provoqué un effondrement des commandes de viande chevreau par les distributeurs. Ceux-ci tablaient sur une réduction des achats par les ménages qui ne pouvaient pas fêter normalement en famille cette fête religieuse. Or cette période concentre en temps normal la moitié des ventes annuelles de chevreaux. (rédigé le 23 avril)

## Des débouchés réduits : les cours s'effondrent

Tout début mars, la mise en confinement de l'Italie s'est traduite par la fermeture de la restauration hors-domicile et une tentative de transfert de l'offre de viande caprine vers la grande distribution et les boucheries. L'annulation des commandes explique le ralentissement des flux de viande caprine française vers le marché italien, historiquement la deuxième destination des exportations nationales. Malgré la conjoncture à l'export difficile, les opérateurs français de la filière de viande caprine s'étaient tout de même engagés à poursuivre la collecte et l'abattage des chevreaux engraisés jusqu'à Pâques. A l'inverse de l'abattage des chèvres de réforme a été fortement ralenti.

La mise en place, décalée d'une dizaine de jours, des mêmes mesures de confinement en France et au Portugal (premier débouché à l'export de la viande caprine française) à l'approche de la campagne pascale explique la baisse importante de la demande de viande de chevreau au moment du pic traditionnel de consommation. Le cadre festif collectif dans lequel la viande de chevreau est servie habituellement est désormais interdit, et les problèmes de commercialisation ont été constatés avant même la semaine de Pâques. Ainsi, les principaux abattoirs déclarent une baisse de -50% à -60% des ventes de viande de chevreau en semaine 16.

Avec un prix de 2,70 €/kgéc à Pâques, la baisse est de 20% par rapport à 2019 (3,40 €/kgéc à l'époque).



Cette situation met en grave difficulté les ateliers d'engraissement qui ont perçu un prix de vente inférieur de 20% à celui attendu.

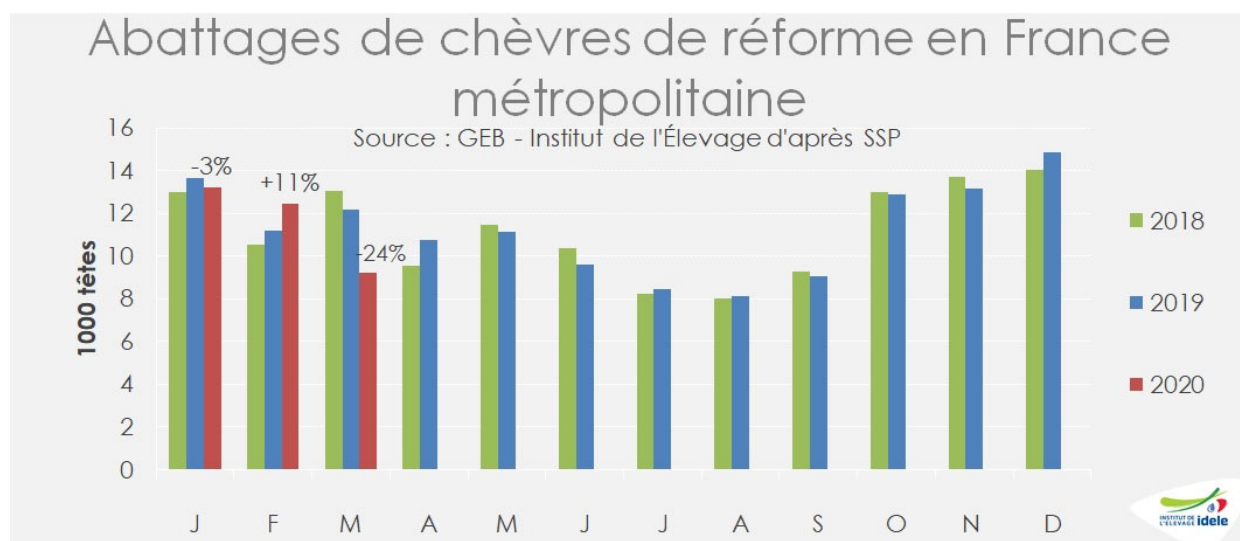
Par ailleurs, si la constitution de stocks permet de résorber l'excédent conjoncturel d'offre, leur écoulement pèsera sur les prix bien au-delà de la crise sanitaire, notamment lors des fêtes de la fin 2020, second pic annuel de consommation. Selon la section caprine d'Interbev, environ 700 tonnes de viande de chevreau seront congelées d'ici la fin la campagne pascale (fin mai). Des nouveaux débouchés devront être trouvés et plusieurs pistes restent à explorer (nouveaux marchés à l'export, collectivités territoriales, industrie agro-alimentaire, etc).



# Les abattages plongent en mars, mais le ramassage des chèvres de réforme reprend progressivement

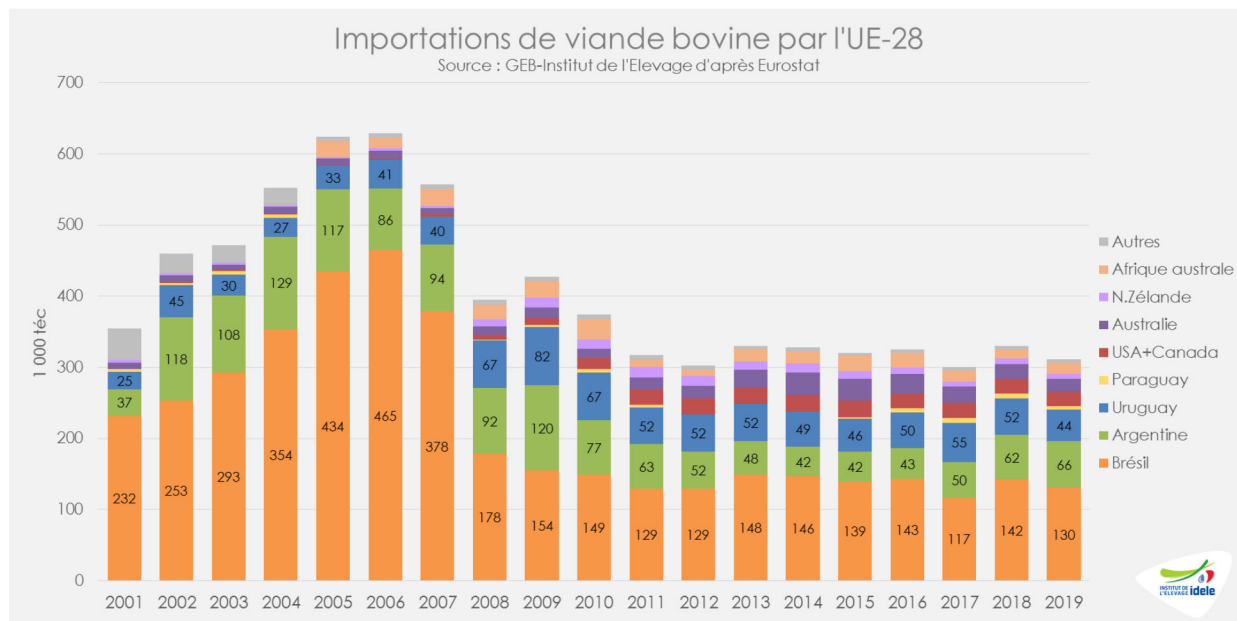
Pour éviter une éventuelle saturation des sites de transformation de lait de chèvre, les éleveurs ont été encouragés à maîtriser leur production laitière. Certains ont cherché à réformer des chèvres peu productives, mais ont dû faire face à l'impossibilité de les vendre aux abattoirs. La collecte des chèvres de réforme était fortement ralentie jusqu'à la semaine 14, puis a progressivement repris selon les régions. Cette mesure a été la principale réponse à la perte de marchés à l'export, important débouché de la viande de chèvre.

Ainsi, avec près de 9 200 têtes en mars, les abattages des chèvres de réforme ont chuté de -24% /2019. Cette baisse serait quasi exclusivement imputable à la semaine 13, où le ramassage des réformes a été quasiment arrêté. Globalement, sur le 1<sup>er</sup> trimestre, les effectifs abattus n'ont reculé que de -5% /2019, à près de 35 000 chèvres réformées. En effet, après un mois de janvier morose, davantage de chèvres ont été réformées en février (+ 11% /2019), sous l'effet notamment d'un jour ouvré supplémentaire (effet année bissextile).



## Les exportations de viande bovine du Brésil, de l'Uruguay et de l'Argentine au premier trimestre 2020

De récents articles parus dans la presse française font état de grandes difficultés des pays du Mercosur à exporter de la viande bovine vers l'UE suite au confinement quasi-généralisé. Rappelons que le Mercosur est de très loin le principal fournisseur tiers de viande bovine de l'UE (pour les 3/4 environ), Brésil, Argentine et Uruguay en tête.



Ces exportations sont, en volume, constituées pour près de moitié de pièces réfrigérées haut de gamme, pour 1/3 de découpes congelées, le reste étant des préparations cuites (surtout destinées au marché britannique).

Les découpes trouvent essentiellement leur débouché dans la restauration hors domicile, puis dans les magasins de viandes congelées au détail (*frozen centers*) et, de façon moindre, dans les linéaires des GMS dans quelques pays (notamment en Allemagne et en Italie).

Avec la fermeture de la quasi-totalité des restaurants à table en UE, on comprend bien le désarroi des exportateurs mercosuriens, surtout dans le contexte où le pré-accord UE-Mercosur signé fin juin 2019 leur promettait des débouchés supplémentaires en Europe... C'est un peu comme si, après leur avoir fait miroiter du gâteau supplémentaire, on les privait brutalement de dessert...

Certes, le déconfinement en Chine leur promet de possibles débouchés supplémentaires, alors que le marché chinois capte déjà entre la moitié et les 3/4 des volumes de viande bovine qu'ils exportent. Mais le marché européen reste de loin le plus rémunérateur pour les pièces d'alloys, les plus qualitatives, qu'ils exportent peu sur les autres marchés.

Nous avons donc voulu en avoir le cœur net. Avec une opportunité : les pays mercosuriens publient leurs exportations avec une réactivité difficilement égalable, puisque Brésil et Uruguay ont déjà publié leurs exportations de mars 2020 quand seules les importations de janvier sont à cette date disponibles pour l'UE. Certes, il faut compter environ un mois avant que ces viandes n'arrivent à bon port en Europe et puissent être dédouanées, mais cela donne une bonne indication des disponibilités en avril-mai 2020.

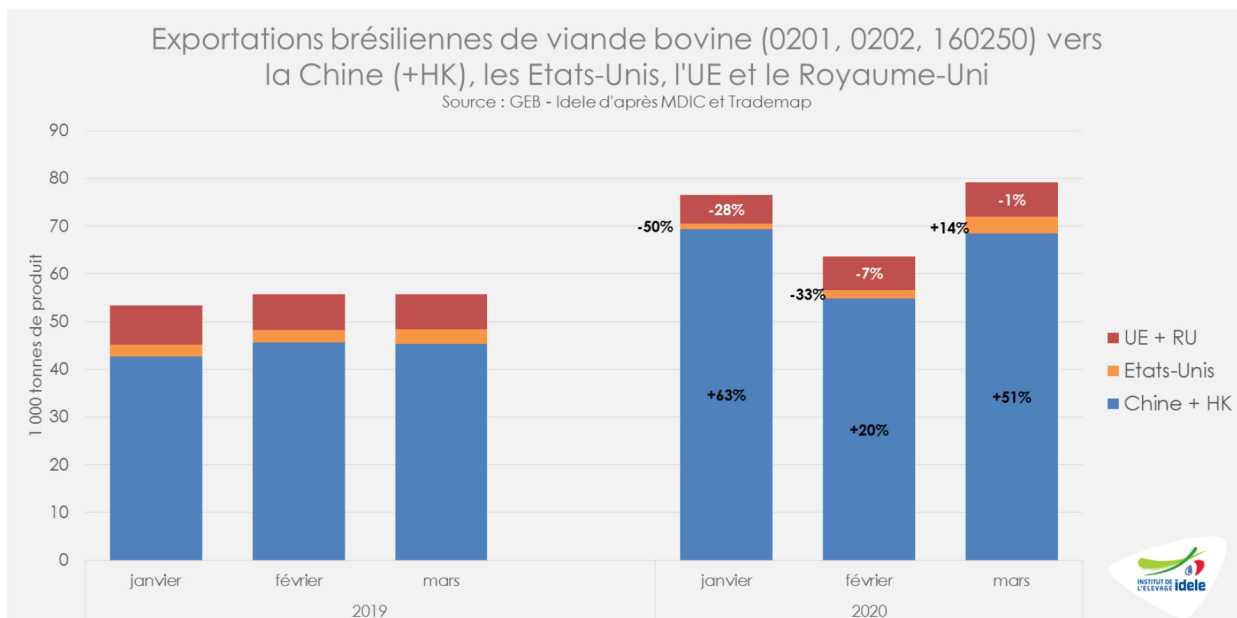
La situation est disparate selon les pays, mais **les exportations vers l'UE, si elles sont plutôt en baisse par rapport à 2019, ré-augmentent progressivement depuis le début de l'année 2020, en particulier depuis le Brésil et l'Uruguay.**

Nous ferons le point la semaine prochaine sur les prix à l'exportation depuis ces pays mercosuriens.

### **Brésil : les exportations totales progressent y compris en mars, notamment vers la Chine**

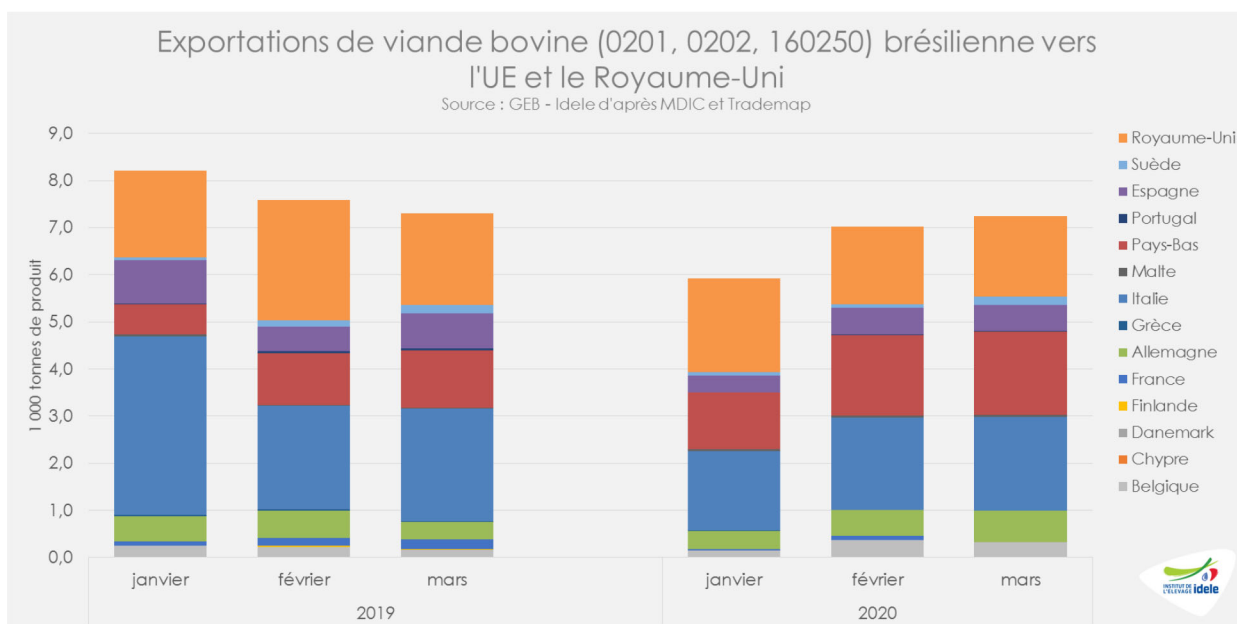
Les données des douanes publiées par le Ministère de l'Industrie du Commerce Extérieur (MDIC) prennent en compte les exportations jusqu'à la fin mars 2020. Les exportations de viande bovine ne semblent pas avoir été globalement freinées par la crise mondiale du COVID-19. Sur le premier trimestre, elles ont encore globalement progressé de 4,2% /2019 pour l'ensemble des viandes bovines, sous les lignes tarifaires 0201 (viandes réfrigérées), 0202 (viandes congelées) et 160250 (préparations).

Les dynamiques sont cependant bien différentes suivant les destinations. Celui des importations chinoises est tout à fait frappant malgré la pandémie. Ainsi, sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2020, les exportations vers la Chine se sont littéralement envolées avec +44% /2019 !



Vers les États-Unis, alors que les importations étaient limitées jusqu'en février, l'ouverture du marché à la viande bovine brésilienne crue (réfrigérée ou congelée) notifiée par l'USDA en février 2020, alors que seules les préparations cuites étaient jusque-là autorisées, semble avoir eu un effet dès le mois de mars avec une progression de +14% /2019.

Vers l'UE (y compris le Royaume-Uni pour que la comparaison inter annuelle reste valide), le constat était mitigé déjà avant d'éventuels effets du coronavirus. La tendance à la baisse des importations de viande brésilienne préexistait en 2019 et elle s'est poursuivie sur le 1<sup>er</sup> trimestre de 2020 (-13% /2020). Néanmoins, à court terme, la tendance est plutôt la reprise des expéditions depuis le début de l'année, notamment vers les Pays-Bas et l'Allemagne. Les délais de transport avoisinant un mois au total (trajet + temps de dédouanement), on en verra les impacts dans les statistiques douanières de l'UE en avril, dont les chiffres ne seront pas disponibles avec la mi-juin prochain...

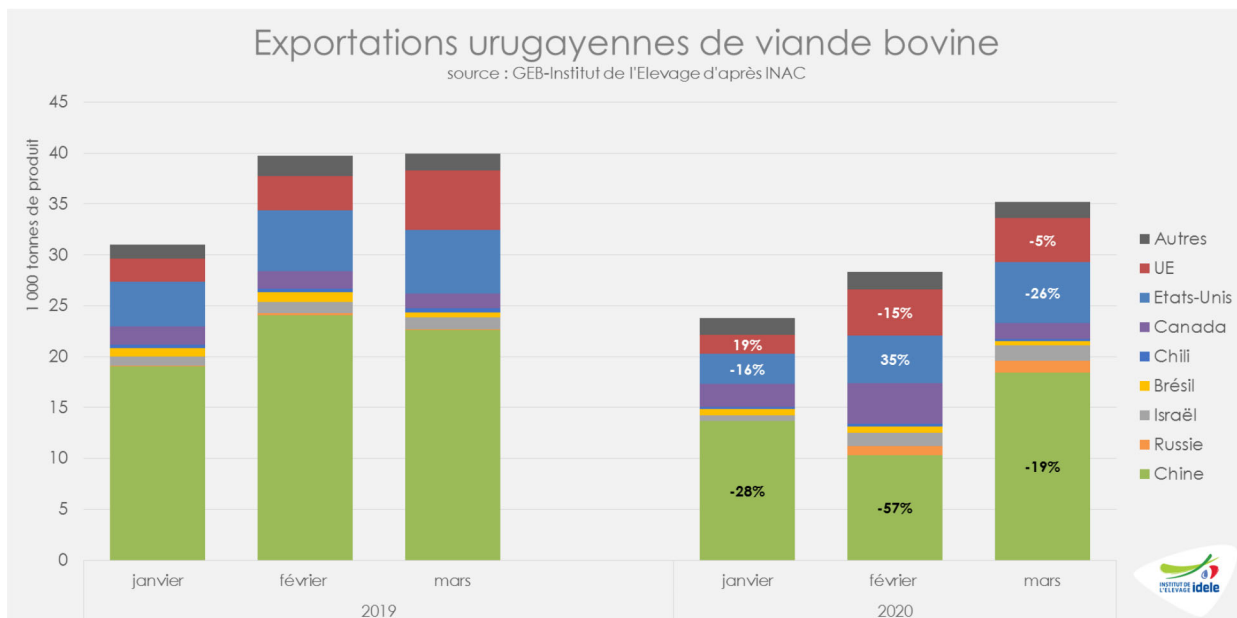


### Uruguay : reprise progressive des exports malgré la baisse des prix vers la Chine

Les exportations uruguayennes de viande bovine sont en net retrait depuis le début de l'année, principalement vers la Chine. Cependant, depuis fin mars, les observateurs estiment que la Chine réactive sa demande en viande bovine auprès des principaux fournisseurs mondiaux, dont l'Uruguay, après quelques mois marqués d'incertitudes.

D'après les exportateurs uruguayens, la demande chinoise « se concentre sur les découpes de l'avant, mais à des prix inférieurs » à ceux d'avant la crise du COVID-19. Pour les arrières, les importateurs chinois « offrent des prix beaucoup plus faibles, similaires à ceux de la Russie ou du Moyen-Orient ». Pour cette raison, de nombreux exportateurs uruguayens choisissent de placer les découpes dans d'autres destinations pour diversifier les résultats (Israël, Canada voire Russie). Et ils s'inquiètent fortement du devenir du débouché européen où les aloyaux sont en temps normal les plus valorisés.

Depuis le début de l'année, les envois vers l'UE ont diminué sur le premier trimestre (-6% /2019), avec un recul particulièrement marqué en février et des incertitudes sur les mois à venir.



## Argentine : des exportations en hausse jusqu'en février 2020... mais pas vers l'UE

Les données disponibles des douanes s'arrêtent en février 2020. Les expéditions de viandes bovines réfrigérées, congelées et cuites ont totalisé près de 76 kt sur ces deux premiers mois de 2020, en hausse de 14% par rapport à 2019.

La Chine est à elle seule la destination des 2/3 des volumes argentins (environ 49,7 kt), suivie du Chili (9%) puis d'Israël avec un peu plus de 7%. En comparaison, les 3 principales destinations de l'UE n'ont reçu ensemble que moins de 8% des exportations argentines totales sur les deux premiers mois de 2020, contre 9,3% en 2019.

### Exportations argentines de viande bovine (réfrigérée, congelée et transformée) en 2019/2020

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après INDEC et consortium ABC

Pays	Janvier-février 2019	Janvier-février 2020	Var. % 2020/2019	Part dans les exports (%)
Chine	44 751	49 741	11,2%	65,6%
Chili	4 891	6 698	37,0%	8,8%
Israël	4 603	5 646	22,6%	7,4%
Allemagne	3 545	3 481	-1,8%	4,6%
Russie	2 746	3 264	18,9%	4,3%
Pays-Bas	1 699	1 785	5,0%	2,4%
Brésil	1 336	1 523	14,0%	2,0%
Etats-Unis	0	1 145	-	1,5%
Italie	923	764	-17,2%	1,0%
Autre	1 582	1 772	12,1%	2,3%
<b>TOTAL</b>	<b>66 076</b>	<b>75 820</b>	<b>14,7%</b>	-

Les flux sont en forte hausse vers le Chili, Israël et la Russie, à un degré moindre vers la Chine et le Brésil. Les expéditions vers l'UE varient peu, la hausse vers les Pays-Bas (plateforme de redistribution sur tout le Continent) contrastant avec la baisse vers l'Italie.

La presse argentine souligne l'inquiétude des exportateurs vis-à-vis du débouché européen, notamment par rapport aux 29 500 tonnes du contingent Hilton (viandes dites de « haute qualité »), écoulées principalement dans la RHD européenne. Elle a été exprimée notamment lors du forum de la viande du Mercosur début avril.

Ce sont les représentants de l'industrie argentine (consortium ABC, qui représente 35% des abattages et 90% des exportations argentines) qui ont indiqué à l'agence Reuters que « les exportations de viande bovine de l'Argentine vers ses deux principaux marchés [Chine et UE] sont pratiquement stoppées par les effets de la pandémie de coronavirus ». D'après le Président d'ABC, en mars, « les exportations de viande bovine vers la Chine ne représentaient que 15% des près de 50 000 tonnes qui, selon les données officielles, étaient expédiées mensuellement au géant asiatique à la fin de l'année dernière ». Et « le marché européen, consommateur historique des coupes les plus chères de viande argentine, a également vu sa demande en produits du pays sud-américain ralentir ».

Les industriels exportateurs argentins ont réorienté leur production sur le marché intérieur pour maintenir leurs outils en fonctionnement, « même si cela signifie que la marge bénéficiaire de l'activité est inférieure à celle du commerce extérieur ». Il est également probable que la hausse des *retenciones*, taxes à l'export pour financer le déficit du budget fédéral de l'État argentin (9% sur la viande bovine, mais 30% sur le soja), gêne les exportateurs. Cependant, fin mars, le consortium ABC communiquait encore sur le fonctionnement normal des abattoirs de ses adhérents...